



FILIÈRE ENCORE BALBUTIANTE
**L'AQUACULTURE,
L'AUTRE DÉFI**

Lire en page 4



C'EST DANS L'AIR DU TEMPS
**LA DIRECTION
GÉNÉRALE DES IMPÔTS
VEUT PASSER AU ZÉRO
PAPIER**

Lire en page 6

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 10 OCTOBRE 2023 // N°658 // PRIX 20 DA, Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ
(GECF)
**L'ALGÉRIE
ACCUEILLERA LE 7^E
SOMMET DES CHEFS
D'ÉTAT EN 2024**
Lire en page 16



AYMÈNE
BENABDERRAHMANE
PRÉSENTE AUJOURD'HUI LA
DÉCLARATION DE POLITIQUE
GÉNÉRALE À L'APN
**LE GOUVERNEMENT
PASSE L'ORAL**
Lire en page 16



UNE PROBLÉMATIQUE
RÉCURRENTÉ DANS
PLUSIEURS PAYS
**LE JOURNALISME,
LES DÉFIS
NUMÉRIQUES ET LES
CRISES ÉCONOMIQUES**
Lire en page 5



DES CENTAINES DE SOLDATS SIONISTES ONT ÉTÉ TUÉS, BLESSÉS OU FAITS PRISONNIERS
**LE HAMAS FAIT VOLER EN ÉCLATS LE
MYTHE DE L'INVINCIBILITÉ
DE L'ARMÉE DE L'OCCUPATION**

- Pas d'unanimité trouvée au Conseil de sécurité de l'ONU : Un air de déjà vu
- M. Abdelmadjid Tebboune reçoit un appel téléphonique du président de l'Etat de la Palestine

Lire en page 3



ESTIMANT « NÉCESSAIRE »
QUE NIAMEY APORTE « DES
CLARIFICATIONS » AU SUJET
DE LA MÉDIATION QU'ELLE
AVAIT PROPOSÉE
**ALGER A DÉCIDÉ
DE « SURSEOIR
À L'ENGAGEMENT
DES DISCUSSIONS
PRÉPARATOIRES
ENVISAGÉES »**
Lire en page 3



LE PARLEMENT ALGÉRIEN PREND PART À COPENHAGUE À LA 69^E SESSION DE L'AP-OTAN

Une délégation parlementaire algérienne conjointe entre les deux chambres du Parlement prend part à la 69^e session de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (AP-OTAN), dont les travaux se poursuivent jusqu'au 9 octobre en cours à Copenhague (Danemark), a indiqué dimanche un communiqué du Conseil de la nation.

Les participants débattent, lors des réunions des cinq commissions et de la séance plénière, de plusieurs thèmes dont "la mobilisation sur les valeurs de la démocratie participative au sein de l'alliance, la préservation de l'ordre international fondé sur des règles, l'adaptation accélérée du système de dissuasion et de défense relevant de l'OTAN, y compris les régions de la mer Bal-



tique et de la mer Noire, outre la construction de capacités de résistance et de lutte contre les fake-news et la préservation des infrastructures vitales et des chaînes d'approvisionnement". Le Conseil de la nation sera représenté par Aissa

Naili, président de la Commission de la Défense nationale en qualité de chef de délégation et des deux députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Fouzi Bendjaballah et Ayoub Hammad, précise le communiqué.

DÉS ASSOCIATIONS D'HARVARD TIENNENT LES SIONISTES POUR «RESPONSABLES DES VIOLENCES QUI SE DÉROULENT»

35 associations de la célèbre université américaine ont signé un communiqué blâmant le «régime d'apartheid» imposé par Israël aux Palestiniens. Dimanche 8 octobre, 35 associations estudiantines de l'université de Harvard ont signé une déclaration publiée par le «Palestine Solidarity Committee» sur la situation en Palestine, en réaction à l'offensive massive lancée par le Hamas samedi 7 octobre à 6h30, dont le bilan s'élève pour l'instant à 700 morts et 2 150 blessés israéliens, auxquels s'ajoutent plus de 100 otages.

La réplique de l'armée israélienne a pour l'heure fait 413 morts et 2 300 blessés palestiniens.

«Nous, les organisations étudiantes soussignées, tenons le régime israélien pour entièrement responsable de toutes les violences qui se déroulent», commence le communiqué. «Au cours des deux dernières décennies, des millions de Palestiniens de Gaza ont été contraints de vivre dans une prison à ciel ouvert. Les responsables israéliens promettent d'ouvrir les portes de l'enfer», et les massacres à Gaza ont déjà commencé. Les Palestiniens de Gaza n'ont pas d'abris pour se réfugier et n'ont nulle part où s'enfuir. Dans les jours à venir, les Palestiniens seront contraints de subir de plein fouet la violence israélienne.»

GAZ L'ALGÉRIE, PRINCIPAL FOURNISSEUR DE L'ESPAGNE EN SEPTEMBRE



Les exportations de gaz de l'Algérie vers l'Espagne ont fortement augmenté au cours du mois de septembre 2023, selon les récentes données de la société espagnole de gestion du système gazier Enagas. En septembre, l'Algérie est devenue une fois de plus le principal fournisseur de gaz naturel de l'Espagne, couvrant 42,4% de ses importations totales, soit un total de 13 063 GWh, contre 9 000 GWh expédiés au cours de la même période de l'année précédente

(2022). L'Algérie a ainsi devancé les autres fournisseurs de gaz de l'Espagne, notamment les États-Unis et le Nigeria. Le Nigeria a détenu une part de marché de 20,1% en septembre dernier, avec 6 195 GWh, tandis que les États-Unis ont représenté 12,4% avec 3 814 GWh. Sur l'ensemble des premiers mois de l'année en cours, l'Algérie demeure en tête des fournisseurs de gaz de l'Espagne, avec une part de marché de 26,8%, suivie des États-Unis à 20,0%.

ATTAQUE DU HAMAS CONTRE ISRAËL : MÉLENCHON ACCUSÉ D'ANTISÉMITISME

Conflit après conflit, certaines hypocrisies se révèlent avec le temps au sein de la communauté internationale. Jamais, au grand jamais, nous n'avons vu un si grand élan de «solidarité» à l'égard d'un pays, même si cela n'a rien de surprenant. L'attaque héroïque du Hamas contre l'occupant et les territoires occupés dans la ceinture de Gaza a été très mal vue par les Occidentaux. Tous se sont précipités pour condamner une «attaque terroriste», faisant abstraction à des décennies de violations du droit international, humanitaire et des Droits des Palestiniens, commises par l'occupant. En France, c'est la même tendance qui est observée. Le chef de file de la France Insoumise (extrême gauche), Jean-Luc Mélenchon, est sous

le feu des critiques depuis quelques jours. La raison? Dans un message posté sur X - ex-Twitter -, il a affirmé que la violence entre Gaza et l'occupant ne prouve qu'une chose : «La violence ne produit et ne reproduit qu'elle-même». Un peu plus loin dans sa publication, Mélenchon a écrit : «Les peuples palestinien et israélien doivent pouvoir vivre côte à côte, en paix et en sécurité. La solution existe, celle des deux États, conformément aux résolutions de l'ONU». Ce sont des propos on ne peut plus raisonnables pour un homme politique en France. Rien ne l'oblige à soutenir la cause palestinienne, mais il a réussi à se distinguer brillamment en appelant à la raison et à la paix et en sa qualité de leader politique français, c'est une position honorable.

AGRESSIONS SIONISTES EN PALESTINE : 6 MOSQUÉES DÉTRUITES PAR L'OCCUPATION À GHAZA

Six mosquées ont été détruites par l'armée sioniste qui poursuit ses frappes aériennes dans diverses zones de la bande de Ghaza, rapportaient hier des médias. Selon des médias, la moitié de ces mosquées ciblées sont situées dans le camp de réfugiés palestiniens d'Al-Shati, connu pour ses maisons et ses immeubles résidentiels densément peuplés. Cibler les mosquées est un comportement que les responsables du ministère des Waqfs et des Affaires religieuses ont décrit comme «la guerre de religion contre la bande de Ghaza et ses lieux de culte». Le département a mis en garde contre le danger d'une «agression continue contre les lieux de culte à Ghaza», appelant toutes les parties concernées à «mettre fin à l'agression et à protéger les mosquées». L'agression sioniste contre Ghaza se poursuit pour la troisième journée consécutive, faisant encore plus de morts et de victimes parmi les civils innocents. 493 palestiniens sont tombés en martyrs et 2.751 blessés, selon le dernier bilan provisoire, rapporté lundi par l'agence de presse palestinienne Wafa. La résistance palestinienne a lancé samedi à l'aube une opération baptisée «Déluge d'al-Aqsa» en riposte aux crimes de l'occupation sioniste et de ses exactions à l'encontre du peuple palestinien et de ses assauts répétitifs contre la Mosquée d'al-Aqsa.

AGRESSION SIONISTE À GHAZA : LE BILAN MONTE À 493 MARTYRS ET 2 751 BLESSÉS

Le bilan de l'agression sioniste contre la population de la bande de Ghaza s'est aggravé hier matin, pour atteindre 493 martyrs dont 91 enfants et 61 femmes et plus de 2 751 blessés, selon des sources médicales citées par l'agence palestinienne Wafa.

L'armée d'occupation sioniste a notamment commis deux massacres à Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza, et dans la ville de Beit Hanoune, au nord, coûtant la vie à des nourrissons, des femmes et des personnes âgées, ajoute Wafa, qui a souligné que cette agression a provoqué le déplacement de plus de 20 000 Palestiniens vers 23 centres d'hébergement dans différents gouvernorats de la bande de Ghaza, et la destruction totale

de 13 tours, des immeubles résidentiels, dont 159 appartements complètement démolis, tandis que 1 210 unités résidentielles ont été partiellement détruites et endommagées, dont 36 unités devenues inhabitables.

L'agression sioniste contre Ghaza s'est poursuivie dimanche pour la deuxième journée consécutive, provoquant un tollé dans le monde, et une vive condamnation de la communauté internationale.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

DES CENTAINES DE SOLDATS SIONISTES ONT ÉTÉ TUÉS,
BLESSÉS OU FAITS PRISONNIERS

Le Hamas fait voler en éclats le mythe de l'invincibilité de l'armée de l'occupation

En représailles aux attaques de la résistance, l'aviation sioniste a effectué dimanche soir plusieurs raids aériens sur la bande de Ghaza, bombardant des maisons et des quartiers de l'enclave palestinienne...

L'armée de l'occupation a publié les noms de soldats tués par les combattants du Hamas sur la frontière avec Gaza, au cours des dernières vingt-quatre heures. De son côté, la police sioniste a dévoilé les identités des agents issus de ses rangs qui ont perdu la vie dans l'attaque. Ainsi, les combats héroïques qu'ont menés les combattants du Hamas ont fait voler en éclats le mythe de l'invincibilité de l'armée de l'occupation. L'entité sioniste est loin d'être à l'abri d'un coup de Trafalgar. Le bilan de la première attaque, samedi 7 octobre, est déjà lourd : au moins 900 personnes ont été tuées. Les combattants du Hamas ont lancé une attaque contre l'entité sioniste, infiltrant les villes, dépouillant des positions militaires, ou tirant des milliers de roquettes vers une grande partie du pays dans un assaut qui a entraîné une véritable onde de choc. Ils ont aussi fait prisonniers des centaines de soldats et de civils, les emmenant à Gaza où ils sont dorénavant retenus en otage. En repré-



sailles aux attaques de la résistance, l'aviation sioniste a effectué dimanche soir plusieurs raids aériens sur la bande de Ghaza, bombardant des maisons et des quartiers de l'enclave palestinienne, a rapporté hier l'agence de presse palestinienne Wafa selon laquelle les bombardements ont visé une maison à Beit Lahia, une autre près de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord de la bande de Ghaza et une mosquée dans la ville de Ghaza. Selon l'agence palestinienne, dans la bande de Ghaza, «les

avions de guerre de l'occupant sioniste ont visé une maison appartenant à la famille de Musalam, dans le quartier Al-Manshiya de Beit Lahia, et une autre appartenant à la famille Abu Odeh, près de l'hôpital Kamal Adwan, ce qui a conduit à leur destruction complète, sans faire de blessés.» D'autre part, des navires de la marine des forces d'occupation sionistes ont de leur côté bombardé la localité de Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza, alors que l'artillerie sioniste a tiré plusieurs

obus sur la zone d'Al-Farheen, à l'est de Khan Younes. En outre, l'agence Wafa rapporte que des avions des forces d'occupation sionistes ont bombardé et détruit complètement, avec au moins un missile, la mosquée Yarmouk, dans la ville de Ghaza. L'aviation de l'entité sioniste a par ailleurs effectué dans la nuit de dimanche à lundi 13 raids aériens, bombardant la région d'Al-Farahin, à l'est de Khan Younes, causant de graves dégâts.

Youcef S.

ESTIMANT «NÉCESSAIRE» QUE NIAMEY APORTE «DES CLARIFICATIONS» AU SUJET DE LA MÉDIATION QU'ELLE AVAIT PROPOSÉE

ALGER A DÉCIDÉ DE «SURSEOIR À L'ENGAGEMENT DES DISCUSSIONS PRÉPARATOIRES ENVISAGÉES»

L'Algérie a décidé de surseoir à l'engagement des discussions préparatoires envisagées dans la crise au Niger, «jusqu'à l'obtention des clarifications nécessaires» au sujet de la mise en œuvre de sa médiation, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger rendu public hier. «Le mercredi 27 septembre 2023, les autorités nigériennes ont informé, par lettre officielle, le Gouvernement algérien de leur acceptation de la médiation algérienne dans la crise politique, institutionnelle et constitutionnelle à laquelle le Niger est confronté», rappelle le communiqué. «Dès réception de cette lettre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, de se rendre à Niamey dans les délais les plus rapprochés possibles, à l'effet d'entamer avec les autorités nigériennes des discussions préparatoires à la médiation algérienne», a-t-on ajouté. Depuis cette date, souligne le texte, M. Attaf, directement avec son interlocuteur nigérien, de même que l'ambassade d'Algérie à Niamey avec le ministre nigérien des Affaires étrangères, «se sont engagés dans des échanges portant sur le programme et le contenu de cette visite». Mais «ces échanges n'ont pas été concluants sur ces deux sujets. De même, des déclarations officielles et publiques d'autorités nigériennes ont suscité des interrogations légitimes quant à leur disposition réelle à donner suite à leur acceptation de la médiation algérienne», lit-on dans le communiqué. En conséquence, le Gouvernement algérien «a décidé de surseoir à l'engagement des discussions préparatoires envisagées jusqu'à l'obtention des clarifications qu'il estime nécessaires au sujet de la mise en œuvre de la médiation algérienne», conclut le texte. Pays frontalier du Niger, l'Algérie s'est très tôt impliquée dans la recherche d'une solution diplomatique à la crise au Niger, en rejetant l'option militaire envisagée par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et soutenue par la France.

Youcef S.

PAS D'UNANIMITÉ TROUVÉE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Un air de déjà vu

La réunion des quinze pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, tenue en urgence dimanche à huis clos, sur la crise en cours en Palestine, n'a, en toute apparence, débouché sur aucune décision forte et unanime pour mettre fin à l'intifadha actuelle en Palestine et au-delà au conflit opposant les Palestiniens et l'entité sioniste qui dure depuis 1948. Comme attendu, les pays occidentaux et leurs subalternes au Conseil de sécurité des Nations unies voulaient transformer cette réunion en tribune pour dénoncer et condamner le Hamas, en taisant l'oppression et l'occupation sionistes. Pour ces pays, dont la politique du «deux poids, deux mesures» est aussi manifeste que le nez au milieu de la figure, seules comptent la vie des Israéliens et la sécurité de l'entité sioniste. Heureusement que la Russie, la Chine et les pays africains, membres du Conseil de sécurité, étaient là pour empêcher la balance mondiale de pencher totalement du côté de l'opresseur. Dénoncer la mort de civils est quelque chose de méritoire, mais à condition que cela se fasse partout et pour tous ! Pas uniquement quand il s'agit de civils de pays amis ! En effet, où étaient ces pays occidentaux membres du Conseil de sécurité quand la police sioniste violait des fidèles palestiniens à la Mosquée d'Al Aqsa, en avril dernier, en pleines fêtes religieuses ? Où étaient-ils quand l'armée sioniste pilonnait la ville de Jenine en juillet passé ? Où étaient-ils quand des civils palestiniens tombaient

sous les balles assassines des soldats sionistes ? Qu'est-ce donc que cette logique qui s'émeut et s'insurge devant la mort d'Israéliens et qui fait l'autruche devant le meurtre de Palestiniens dont le pays est occupé ? L'ONU et le Conseil de sécurité, au lieu de faire dans l'attribution et la fuite en avant, doivent s'attaquer au fond du problème consistant dans l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU de 1967 qui stipule le retrait des forces armées sionistes des territoires palestiniens occupés. C'est à l'application de cette résolution que doit travailler le Conseil de sécurité, au lieu de tenter de noyer le problème en s'attaquant indûment au Hamas qui ne fait que réagir aux exactions et à l'oppression sionistes. Les contacts actuels des responsables de l'ONU avec les parties en conflit en Palestine ne doivent pas se limiter à l'arrêt des combats en cours mais aussi

porter sur la solution globale du conflit. Car, ni les accords d'Abraham, ni la félonie ostensible ou cachée de certains pays arabes ne mettront fin à la résistance des Palestiniens face à l'oppression sioniste. L'empressement des pays occidentaux à exprimer leur «soutien inconditionnel» à l'entité sioniste et à condamner unanimement le Hamas est suffisamment expressif pour comprendre que pour l'Occident, le sort des Palestiniens ne compte pas. «En ce moment de tragédie, je veux leur dire, ainsi qu'au monde entier et aux terroristes du monde entier : les États-Unis sont aux côtés d'Israël. Nous ne manquons jamais de les soutenir». Ces propos de Joe Biden montrent clairement que les États-Unis et par-delà tous les Occidentaux ne feront rien pour mettre fin à l'occupation en Palestine. La seule chose à laquelle ils s'attelleront maintenant et dans les jours à venir, c'est de tenter

d'obtenir partout des condamnations du Hamas et d'accélérer le processus honteux de normalisation israélo-arabe pour pacifier toute la région. Ces démarches occidentales à sens unique, qui ne se soucient que de la sécurité des Israéliens en foulant aux pieds les droits des Palestiniens n'ont aucune chance d'aboutir. Car, avec la détermination des Palestiniens à se libérer de l'occupation sioniste, les populations arabes et musulmanes du monde entier, malgré les soumissions et les trahisons de certains de leurs gouvernements, sont corps et âme aux côtés des Palestiniens. Et les causes justes finissent toujours par triompher. Donc, le Conseil de sécurité serait bien inspiré de hâter la concrétisation de sa résolution 242 prise en 1967. Sinon toute autre démarche ne serait que perte de temps... et de vies humaines !

Boualem B.

M. Abdelmadjid Tebboune reçoit un appel téléphonique du président de l'Etat de Palestine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son frère, le président de l'Etat de Palestine occupée, Mahmoud Abbas, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. Abbas a informé le président de la République «des exactions graves commises par les forces de l'occupation contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et en

Cisjordanie», précise le communiqué. Le Président Tebboune a réitéré au Président palestinien «l'entière solidarité de l'Algérie, peuple et gouvernement, avec le peuple palestinien frère», soulignant que «ces développements rappellent à tous que la paix juste et globale en tant qu'option stratégique ne peut se concrétiser que par l'établissement d'un Etat palestinien indépendant souverain avec

Al Qods comme capitale, conformément à la légalité internationale et à l'initiative de paix arabe». Pour sa part, le Président Abbas a exprimé au Président de la République «ses vifs remerciements et sa considération pour la position de soutien ferme de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne juste», conclut le communiqué.

R.N.

CARTES EDDAHABIA, PAIEMENT ÉLECTRONIQUE, DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES...

LE MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AFFICHE SES AMBITIONS

Le ministre de la poste et des télécommunications, Karim Bibi Triki, a indiqué dans les débats du forum El Moudjahid que le nombre de détenteurs de cartes Eddahabia est passé de six millions, en 2020, à douze millions actuellement et que le but est d'atteindre quinze millions avant la fin de l'année 2024. Selon lui, les services centraux de la poste ont confectionné et remis six millions de cartes Eddahabia au cours des trois dernières années. Bibi Triki a révélé qu'il est prévu que le nombre de transactions de paiement électronique utilisant la carte Eddahabia dépasse soixante millions en 2023, alors qu'elles n'ont pas dépassé les cinq millions en 2020. Parmi les objectifs que se donne le ministère de la poste et des télécommunications, figure l'augmentation des distributeurs automatiques. Alors que le chiffre des distributeurs automatiques de billets est passé de 1400 en 2020 à 1985 en 2023, Bibi Triki veut qu'il soit augmenté jusqu'à 3400 avant la fin de l'année 2024. Ainsi, il faut s'attendre à ce que des distributeurs soient installés un peu partout dans le territoire national lors des prochains mois, une nouvelle qui ne fera que réjouir les utilisateurs de la carte Eddahabia et celles des autres banques, puisque leurs détenteurs peuvent aussi opérer des opérations sur le réseau de la poste. Le ministre de la poste et des télécommunications veut également que le nombre des bureaux de poste soit revu à la hausse alors qu'actuellement ils sont 4240 bureaux fixes et 115 bureaux mobiles à recevoir les clients de la poste dans tout le pays. Bibi Triki a assuré que l'Etat continuera à faire les efforts qu'il faut pour faire développer encore plus ce secteur. Pour finir, le ministre a émis le souhait de voir 1/3 des familles bénéficier d'une installation internet fixe d'ici la fin de l'année prochaine. Pour encourager les citoyens à opter pour l'internet d'Algérie Télécom, plusieurs offres ont été faites et le seront encore à l'avenir. Il faut souligner que dans une récente publication sur la page facebook du ministère, il a été mentionné que le prix mensuel de l'ADSL fibre a connu une chute de 70%.

Y. B.

COMPRENDRE LES ENJEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Troisième édition du concours national du journalisme environnemental (CNJE), lancé par le club de spéléo-plongée et des sports de Montagnes de Ain Beida, en partenariat avec l'agence de communication KBM Algérie. La cérémonie de remise des prix aura lieu le 11 décembre 2023, à l'Hôtel El Djazaïr. L'événement démontre l'importance du journalisme environnemental en Algérie. Ses organisateurs récompensent les personnes qui s'engagent protéger la nature et l'environnement. Placé sous le haut patronage du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables, la troisième édition du CNJE vise à promouvoir le journalisme environnemental en Algérie en récompensant l'excellence journalistique dans le domaine. Les journalistes professionnels ou amateurs, ainsi que les médias sont invités à «soumettre leurs travaux dans les différentes catégories, notamment les articles de presse écrite, les reportages vidéo ou radiophoniques». Les travaux doivent être publiés dans un média national pour participer au concours. Pour cette 3e édition, le jury est composé d'experts de renom dans les domaines de l'environnement, du journalisme et de médecin. Parmi les membres figurent Samir Grimes, expert international en environnement et développement durable, Emir Berkane, médecin, explorateur sous-marin et souterrain, Amel Lazib, journaliste et Nassima Louha, sous-directrice du partenariat au ministère de l'environnement et des énergies renouvelables.

Y. S.

FILIÈRE ENCORE BALBUTIANTE

L'aquaculture, l'autre défi

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'aquaculture est l'un des systèmes de production vivrière qui progresse le plus.

L'aquaculture participe selon des experts à l'approvisionnement des marchés à travers le territoire national, en déversant six à sept tonnes par jour de produits d'aquaculture. Ces quantités et ce qui est attendu de l'augmentation de la production permettront le relèvement de consommation par individu. Les progrès de l'aquaculture profiteront également à l'industrie de transformation et aux activités connexes. Rachid Annan, expert en économie, cité dans une dépêche de l'APS, a expliqué que cette activité a généré plus de 100 millions DA en 2021, en recettes fiscales et on prévoit 260 millions de DA en 2024. La filière aquacole à Chlef illustre clairement, à travers les résultats réalisés sur le terrain, le 18e engagement du Président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, relatif à la garantie de la sécurité alimentaire, la couverture des besoins nationaux et le développement urgent de la production piscicole par la création de postes d'emploi, de la richesse et de revenus au profit de l'Etat, outre l'octroi d'incitations fiscales, à la transformation et l'industrialisation des ressources halieutiques. Les efforts des autorités locales en la matière se poursuivent par l'examen en cours des demandes de réalisation de trois nouveaux projets de fermes marines, un projet d'écloserie de poissons et d'aliments dans la commune de Beni Haoua, et une ferme d'élevage de



Tilapia dans la région de Branssia, attendue à l'entrée en exploitation et production à la fin octobre prochain, avec une capacité de production de 32 tonnes/an, selon la cheffe du service aquaculture, Sadek Zahra. La filière aquacole à Chlef fait partie des secteurs clés dans lesquels l'Algérie nouvelle a démontré l'efficacité des mesures et réformes décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur, l'économie nationale et la sécurité alimentaire, d'une part, et d'autre part s'orienter vers une «Transformation bleue», au diapason de la vision de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du

plan de développement durable 2030, qui affirme le rôle de la pêche et de l'aquaculture dans la garantie de la sécurité alimentaire, mais aussi dans un développement durable aux plans économique, social et environnemental. Allant dans ce sens, les autorités supérieures du pays ont octroyé des facilitations et incitations fiscales en réponse aux doléances des professionnels du secteur, dont la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour les investisseurs du domaine, dans le lancement de nouveaux investissements. Au plan national, d'autres régions du pays, s'intéressent et s'engagent dans cette activité. Au plan mondial, selon l'organisation des Nations Unies pour l'ali-

mentation et l'agriculture, l'aquaculture est l'un des systèmes de production vivrière qui progresse le plus. Actuellement, elle est surtout pratiquée dans les pays en développement, et l'on prévoit qu'elle devrait continuer à jouer un rôle déterminant en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. La grande majorité des pratiques aquacoles appliquées dans le monde procurent d'importants avantages au plan nutritionnel et social, alors que les coûts pour l'environnement qui en résultent sont généralement nuls ou négligeables. D'où, toute expérience est la bienvenue pour le développement d'une aquaculture responsable et durable.

F. S.

60^E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU GROUPE SONATRACH

Le ministère de l'Education organise un concours d'écriture



Le ministère de l'Education nationale organise le 24 octobre en cours, un concours national d'écriture ouvert aux élèves des classes d'examen pour les trois cycles d'enseignement, à l'occa-

sion de la célébration du 60^e anniversaire de la création du groupe Sonatrach. Dans un communiqué rendu public dimanche 8 octobre, le ministère a expliqué que ce concours, organisé en

coordination avec Sonatrach dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de la création du groupe (31 décembre 1963), «est ouvert, mardi 24 octobre, aux élèves des classes d'examen pour les trois cycles d'enseignement au niveau des établissements éducatifs et d'enseignement public et privé». Le concours consiste à «produire un texte écrit en arabe dont le type et le thème sont adaptés au niveau des élèves de chaque cycle d'enseignement». Selon la même source, il s'agit de «produire une expression écrite sur la protection de l'environnement pour les élèves de cinquième année primaire, une lettre sur le rôle de l'énergie dans le développement du pays pour les élèves de quatrième année d'enseignement moyen et un article sur la numérisation et les Data technologies pour les élèves de troisième année secondaire». Les résultats du concours seront annoncés le 15 novembre, selon le communiqué.

Y.B.

UNE PROBLÉMATIQUE RÉCURRENTÉ DANS PLUSIEURS PAYS

Le journalisme, les défis numériques et les crises économiques

Le gouvernement accorde un intérêt particulier aux médias algériens, notamment à la presse électronique, en multipliant des rencontres avec les directeurs des journaux nationaux, notamment lors de la réunion organisée en septembre dernier par le ministre de la Communication, M. Laagab, où il a appelé les responsables des journaux à “s’orienter vers la transition numérique”

Avec l’ouverture du champ médiatique et après plusieurs années de combats et de luttes pour la liberté d’expression et la liberté de la presse, le journalisme est un métier en pleine évolution, grâce notamment, à la révolution numérique et l’apparition des réseaux sociaux, Twiter, Facebook, Intagram et Youtube, et bien d’autres . L’arrivée des journaux numériques sur la scène médiatique, le consommateur ou le public, dispose d’un accès rapide efficace en matière d’information très sure. Malgré qu’il a un peu “perdu” son rôle d’informateur et d’intermédiaire, le journaliste aujourd’hui reste la source officielle face aux réseaux sociaux.

L’évolution des TIC a bouleversé le monde en matière d’information, où les médias traditionnels n’arrivent pas à convaincre leurs lecteurs, et auditeurs. Quoique certaines informations sont tirées à partir des réseaux sociaux, mais avec l’apparition des “ Fakes News” le réseau social reste un canal non officiel.

Grace à la technologie plusieurs supports numériques sont utilisés pour justement permettre de partager des informations dans plusieurs domaines, actualités, littérature, sportives et culturelles, que le citoyen reçoit d’une manière direct et instantanée où, la seule arme pour le journaliste d’aujourd’hui est la crédibilité et la façon de traiter l’information, notamment sur l’objectivité et la rapidité, car l’auditeur ou l’abonné demande de plus en plus d’informations importantes, liées notamment à sa vie quotidienne ,sociale et environnementale . Avec l’apparition de plusieurs journaux et medias, le lecteur fait face un froissement de choix mais aussi la façon de recevoir l’information, car malgré l’existence de tous ses supports numériques, le journaliste est essentiel dans le traitement de l’information, la publication et la vérification de vraies informations.

L’INTÉRÊT DU GOUVERNEMENT AUX MÉDIAS, PARTICULIÈREMENT LA PRESSE ÉLECTRONIQUE

Le gouvernement accorde un intérêt particulier aux médias algériens, notamment à la presse électronique, en multipliant des rencontres avec les directeurs des journaux nationaux, notamment lors de la réunion organisée en septembre dernier par le ministre de la communication M. Laagab où il appelle les responsables des journaux de “s’orienter vers la transition numérique” car ajoute t-il “



l’Etat a besoin d’une presse nationale forte car étant sa vitrine” et affirme également, “ l’intérêt particulier” qu’accorde le président de la république Abdelmadjid Tebboune à la presse électronique , écouter leurs préoccupations et réitère son invitation aux éditeurs nationaux à “ redoubler d’efforts pour ajoute-t-il “ en vue d’asseoir les fondements d’une presse nationale équilibrée, aux mieux des intérêts suprêmes du pays “ .

FORMATIONS ET RENCONTRES INTERNATIONALES

Des travaux de recherche, des séminaires et des rencontres internationales sont organisés chaque année dans le monde par des chercheurs spécialistes de la Sciences de l’information et de la communication sur l’évolution de l’internet dans le monde et la transformation numérique de ses dernières années en matière d’information. À l’image de l’Université de Toulon lors de son congrès de 2014 et qui se tient tous les deux ans, plusieurs ouvrages sont issus de ce congrès, sur la recherche journalistique, l’information et communication, on peut citer entre autres -Vers une culture médi@TIC, Médias, Journalism et espace public à l’épreuve de numérisation, sous la direction de Nicholas Pélissier et Elise Maas. Art et création en prisme des TIC, sous la direction de Mélanie Bourdaa, Julia Bonnacorsi et Daniel Raichvarg. -Numérique éducation et Apprentissage : Les enjeux communicationnels, sous la direction de Laurent coller et Karsten Wilhem et bien d’autres encore. L’utilisation de

l’internet et des supports numériques constitue un défi majeur pour le journaliste, d’où il est indispensable pour lui de se former, de suivre les nouvelles méthodes d’information numérique.

Plusieurs revues et journaux français, financent des études spécialisées dans le domaine de l’information et la communication, telles que la revue Française “ Réseaux” qui a publié des synthèses, “Questions de Communication, Communication et langages. Et pour une grande innovation dans le domaine de l’information, le géant Microsoft annoncé en 2019 “ le programme de bourses Microsoft Modern Journalism en collaboration avec l’International Center for Journalists (ICFJ). Basé à Washington, “ Sa mission mondiale, qui consiste à développer l’expertise et les compétences numériques dont les journalistes ont besoin pour fournir des informations fiables, essentielles à des sociétés dynamiques, a jusqu’à présent créé une communauté forte de 100 000 journalistes dans 180 pays”, écrit le directeur de la communication Microsoft Frank X.S.Shaw sur le blog, <https://blogs.microsoft.com>.

LES JOURNAUX EN VOIE DE DISPARITION ?

Depuis l’apparition de supports numériques, la presse dites ‘papiers est sur le point de disparaître, plusieurs journaux traversent crises financières à travers le monde, au Etats Unis d’Amérique, des experts prévoient leurs “ extinction” d’ici les années 2040 notamment au Canada, écrit l’auteur et écrivain américain Philip Meyer, malgré la gratuité de certains journaux, les lecteurs sont

moins nombreux comparés aux années précédentes. En France, les plus anciens et historiques journaux ont disparus des kiosques, France soir, La Tribune, le journal économique en langue Allemande et Le Financial Times ont abandonné la version papier au profil du numérique. Au Canada, les spécialistes qualifient le mot disparition plutôt par “mutation “ avec l’arrivée de l’internet et la révolution numérique, la presse écrite traverse des périodes de transformation radicales, en comparaisant à ce qu’a vécue la radio avec l’arrivée de la télévision, écrit Bernard Descôteaux sur le site internet books.openedition.org Après la radio et la télévision qui aux yeux des citoyens sont accessibles à tous, ajouter à ce la, le phénomène de la gratuité au métro qui est phénomène mondial, quoique q qu’il existe avant cela, les hebdomadaires et les magazines, spécialisés notamment, distribuaient gratuitement, et qui “ résulte “ une pression sur la presse quotidienne, car le lecteur ou le lectorat d’aujourd’hui s’est habitué à lire gratuitement.

COVID19 ET SON IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE

La pandémie du coronavirus qui touchée le monde en 2019, a eue un impact dévastateur sur plusieurs secteurs, y compris les médias, plusieurs entreprises ont été forcées à réduire leurs dépenses, notamment les journaux classiques qui dépendent principalement des revenus publicitaires, avec les restrictions sanitaires et les confinements, les ventes ont baissé considérablement, qui a entraîné la réduction de l’effectif et le licenciement de journalistes

pour faire face à la crise sanitaire du COVID19, d’autres plus touché par cette pandémie, ont carrément déposé les bilans et forcer à la fermeture de leurs entreprises. Les journalistes locaux notamment sont les plus touchés, avec l’adoption du télétravail, touché de plein fouet par la crise notamment en 2020, les chefs d’entreprises prennent des mesures restrictives, avec le licenciement de journalistes notamment régionaux, et annoncent la suppression de centaines de postes, en France plusieurs journaux comme “ Paris- Normandie” qui a supprimé une soixantaine de postes, “Paris Turf” et également le magazine “ Grazia” qui a supprimé des dizaines de postes. Au royaume Uni, des centaines de licenciements sont enregistrés durant l’année 2020, à titre d’exemples, “ le Guardian” et le magazine “The Economist” d’autres plus chanceux sont placés au chômage partiel. Aux Etats Unis, le groupe Conde Nast ou le «New Yorker» ont annoncé la suppression de centaine de postes, le “New York Times” l’un des célèbres journaux, a également été touché par cette crise et a licencié des dizaines de salariés. Le basculement vers le numérique a provoqué la suppression de postes indirects également, les transporteurs, les kiosques, les vendeurs, mais aussi les imprimeries, avec la baisse des ventes, ces professionnelles ont carrément cessé leurs activités. Aujourd’hui, si L’internet a révolutionné le monde, et serait-il un jour obsole ? Surtout avec l’apparition de l’intelligence artificielle..., mais ça, c’est un autre débat et la question reste posée.

Idir Mehdaoui

DES EXPERTS LE METTENT
EN LUMIÈRE

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES, UN FACTEUR DE COMPÉTITIVITÉ

Avec la reconfiguration du modèle économique mondial, les entreprises algériennes sont appelées à promouvoir le concept de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) en matière de gestion et de production. Des experts présents à la première édition de Africa Global Impact Summit qui en a débattu ont mis en avant l'impératif de mettre en place la RSE au centre des politiques de développement des entreprises notamment exportatrices. De leur point de vue, la RSE est un facteur de compétitivité car elle permet aux entreprises de gagner des marchés en positionnant leurs produits à l'international. La présidente de Green Eco, Khalida Anad, a souligné que les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans la création d'un avenir durable pour l'Afrique. «Elles ont la capacité d'innover, de créer des emplois et de stimuler la croissance économique et surtout d'avoir un impact sur les communautés et l'environnement », a-t-elle affirmé. Elle a ensuite mis l'accent sur les défis de l'heure notamment les changements climatiques, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. « Ces défis ne sont pas insurmontables mais nécessitent une action collective et une responsabilité partagée », a-t-elle lancé. De son côté, Ali Harbi, membre du Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise-Care, expert en stratégie de développement durable et gouvernance a fait observer que la question du RSE doit être traitée dans un cadre global. Agir en solo serait sans effet, d'où l'impératif, a-t-il recommandé d'engager une politique à même d'inciter les entreprises à s'inscrire dans cette démarche et de renforcer leur contribution dans le développement durable. Selon lui, il y a une certaine prise de conscience au sein des entreprises nationales. « Ce n'est pas de manière massive mais, chaque année, des entreprises engagent des démarches RSE dans le cadre de la réalisation des objectifs des objectifs de développement durable », a-t-il indiqué, ajoutant que l'Algérie est appelée à développer son tissu entrepreneurial. « Nous avons un champ d'opportunités important. Nous n'avons créé que 10% d'entreprises par rapport au potentiel. Pour le reste, il est important d'œuvrer à réaliser des entreprises qui soient vertes ».

R. E.

C'EST DANS L'AIR DU TEMPS

La Direction générale des impôts veut passer au zéro papier

La DGI se donne un objectif central, celui d'arriver, à terme, à la délivrance des documents fiscaux en ligne. En fait, sa démarche de passage au numérique est totalement dans l'air du temps et lui confère une prise en main des défis imposés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication....



Dans le cadre du déploiement de la numérisation et de la modernisation de l'administration fiscale, la Direction générale des impôts (DGI) organise à travers tout le pays, une journée portes-ouvertes sur la téléprocédure. Ojectif : encourager les contribuables à adopter les moyens modernes de déclaration et de paiement fiscal. Au niveau d'Alger, l'évènement s'est déroulé au siège de la DGI d'Alger-Ouest, à l'immeuble Maurétania où des dizaines de contribuables y ont participé. Selon Mourad Oued Mohamed, chef du centre des impôts d'Alger

(CDI), pas moins de 9.000 dossiers de personnes assujetties au paiement d'un impôt sont gérés par cette structure. Il souligne : la déclaration fiscale se fait désormais entièrement à distance. Quant au paiement des redevances fiscales, le responsable explique que le CDI d'Alger a été choisi comme centre pilote, aux côtés de ceux de Bejaïa et Tlemcen. «Nous avons entamé le télépaiement en mai dernier avec un échantillon de 150 dossiers de contribuables et l'opération se fait par le biais d'un prélèvement direct sur leur compte bancaire», préci-

se-t-il. «Ce testa connu un franc succès, malgré quelques difficultés qui sont prises en charge par le service informatique du ministère des Finances», ajoute-t-il. Et de poursuivre : les services des impôts s'attendent à l'élargissement de cette opération après avoir constaté que tous les paramètres techniques fonctionnent correctement. L'adhésion des contribuables à cette opération, «d'autant que le recours aux nouvelles technologies est désormais bien ancré dans les habitudes de beaucoup de personnes. Il a en outre souligné que beaucoup de gens réclament l'ac-

cès à des prestations administratives à distance et que cela a conduit l'administration fiscale à instaurer une gestion numérisée des dossiers, des redevances fiscales, des paiements et de l'ensemble de ses services. A l'en croire, l'objectif de la DGI est d'«arriver, à terme, à la délivrance des documents fiscaux en ligne». En fait, sa démarche de passage au numérique est totalement dans l'air du temps et lui confère une prise en main des défis imposés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Y. S.

Quelles sont les économies africaines les plus innovantes en 2023 ?

Selon le "Global Innovation Index 2023" de l'OMPI, les pays africains progressent sur le plan de l'innovation. 11 des 32 pays africains étudiés ont amélioré leur classement par rapport à l'an passé. 7 ont même dépassé les attentes par rapport à leur niveau de développement économique. Des pays comme l'île Maurice, l'Afrique du Sud ... font partie des économies les plus innovantes en Afrique en 2023, selon un rapport publié le 27 septembre par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Le document mesure les performances des écosystèmes d'innovation dans 132 pays du monde et met en évidence leurs atouts et leurs faiblesses dans ce domaine en se basant sur 80 indicateurs, dont les dépenses en recherche & développement, le système de financement des start-ups, le

taux des emplois à forte intensité de connaissances, le nombre de brevets technologiques déposés, la part de l'industrie de haute et moyenne-haute technologie dans la production industrielle totale et la valeur des exportations des produits technologiques. Ces indicateurs sont regroupés en sept piliers : institutions ; capital humain et recherche ; infrastructures ; perfectionnement des marchés ; perfectionnement des entreprises ; résultats en matière de connaissances et de technologie ; et produits de la créativité. L'île Maurice conserve son statut d'économie africaine la plus innovante malgré un recul de 12 rangs par rapport à la précédente édition de l'indice mondial de l'innovation (57^e rang mondial en 2023 contre 45^e en 2022), grâce notamment à ses bonnes performances dans les piliers

institutions et perfectionnement des marchés. L'Afrique du Sud a gagné deux rangs dans le classement mondial par rapport à 2022 pour occuper la 57^e position sur les 132 pays étudiés et le deuxième rang en Afrique, grâce à ses progrès dans le domaine des dépenses en logiciels, des demandes d'enregistrement de brevets et de la valeur des start-ups ayant un statut de licornes. Le Ghana, qui occupe le 99^e rang mondial, ferme le Top 10 africain. (Voir le classement complet des 32 pays africains étudiés ci-dessous). Au total, 11 pays africains sur les 32 pris en considération cette année ont amélioré leur classement dans l'Indice mondial de l'innovation par rapport à 2022. L'Afrique du Sud, le Sénégal, le Rwanda (103^e), le Nigeria (109^e) et le Togo (114^e) figurent parmi ces économies qui ont enre-

gistré des progrès notables. Le rapport souligne d'autre part que 7 pays du continent figurent parmi les 21 économies qui dépassent les attentes en matière d'innovation, par rapport à leur niveau de développement économique. Il s'agit de l'Afrique du Sud, de la Tunisie, du Sénégal, du Rwanda, de Madagascar, du Burundi.... A l'échelle mondiale, la Suisse reste l'économie la plus innovante pour la treizième année consécutive devant la Suède, les États-Unis, le Royaume-Uni, Singapour, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark et la Corée du Sud. Après une rapide ascension, qui lui a fait gagner 23 places au cours des dix dernières années, la Chine occupe cette année le 12^e rang et demeure le seul pays à revenu intermédiaire à figurer dans le Top 30.

Y. B.

RENTRÉE PROFESSIONNELLE:

De nouvelles spécialités dans les wilayas de l'Est et de l'Ouest

Extraction des huiles des plantes médicinales, chimie industrielle, entrepreneuriat dans la gestion des déchets, gestion des travaux de restauration, installation de panneaux solaires, exploitation des stations de dessalement d'eau de mer, telles sont les nouvelles formations proposées par les centres de formation professionnelle.

La rentrée de la session d'octobre aux établissements de la formation et de l'enseignement professionnels a été marquée dimanche dans les wilayas de l'Est du pays par l'intégration de nouvelles spécialités adaptées au marché de l'emploi. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Mirabi, accompagné du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a présidé l'ouverture officielle de la rentrée de cette session depuis le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra par visioconférence. Le ministre a souligné à l'occasion que l'intégration de l'anglais technique dans les programmes de formation vient pour améliorer les niveaux et les compétences des stagiaires et répondre aux besoins du partenaire étranger. A Constantine, les autorités locales ont donné à l'INSFP de tourisme de la circonscription administrative Ali Mendjeli le coup d'envoi de cette rentrée qui a connu l'ouverture de 12.151 postes pédagogiques dans les différents modes de formation ainsi que l'intégration de six nouvelles spécialités de chimie industrielle, les techniques de l'audiovisuel, le traitement des matériaux et la peinture, le décor, l'esthétique et l'extraction des huiles des plantes médicinales. Dans la wilaya de Batna, 6.502 nouveaux stagiaires ont rejoint les établissements du secteur dont l'offre de formation pour la session a été de 9.125 postes dans 20 filières. A Annaba, la cérémonie d'ouverture de la rentrée actuelle, marquée par une offre de 7.559 postes dont 1.650 pour les bénéficiaires de la prime de chômage, s'est déroulée à l'INSFP Didouche Mourad en présence des autorités locales. L'offre de formation à Skikda est constituée durant cette session de 10.530 postes dont 4.510 en formation diplômante et 6.020 en formation qualifiante dans plusieurs spécialités nouvelles en adéquation avec les spécificités locales dont manipulateur de station de dessalement de l'eau de mer, architecture d'intérieur, maintenance, conducteur d'engin et industrie pétrolière. Le directeur du secteur, Tahar Talbi, a indiqué à l'occasion que l'actuelle rentrée a connu l'inscription de 3.595 stagiaires nouveaux avant de relever que la stratégie du secteur repose sur la diversification des offres de formation pour répondre aux besoins du marché de l'em-



ploi. A Sétif, 21.624 stagiaires dont 13.776 nouveaux ont rejoint les établissements de formation durant cette session dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales à l'INSFP d'Ain Arnat où cinq conventions de partenariat ont été signées entre la direction du secteur et des entreprises économiques. Quanzant à l'ouest du pays des milliers de nouveaux stagiaires ont rallié, dimanche, différents établissements de formation professionnelle, au titre de la rentrée de formation de la session d'octobre 2023, qui a vu l'ouverture de plusieurs nouvelles spécialités adaptées au marché de l'emploi et aux spécificités du développement local. A Oran, cette rentrée a été marquée par l'accès de 15.850 nouveaux stagiaires aux bancs de la formation, soit un total de 29.500 stagiaires et apprentis répartis à travers 215 spécialités au niveau de 35 établissements de formation. La cérémonie d'ouverture, présidée par le wali Saïd Sayoud à l'institut national spécialisé dans la formation professionnelle «chahid Khadri Hasni», a été marquée par un exposé du Directeur du secteur, Aïmar Nouredine, qui a mis l'accent sur les différents indices du secteur et les nouvelles spécialités, à l'instar de la maintenance des équipements d'informatique et bureautique, maintenance industrielle dans les constructions mécaniques et industrie en acier, gestion des travaux de restauration et patrimoine, entrepreneuriat dans la gestion des déchets, entre autres des micro entreprises spécialisées

dans les communications. A Tlemcen, la rentrée a enregistré l'accueil de plus de 10.700 nouveaux stagiaires, qui suivront leur formation dans 189 spécialités, dont six nouvelles, en maintenance des ascenseurs, Laminage, Application de peinture industrielle en aérosol, couture et ajustement de chaussures, articles en cuir et vêtements en cuir», «planificateur informatique et designer» et «la communication et l'impression» (option pour étudier et réaliser les produits typographiques). A Nâama, le système de formation professionnelle a été renforcé avec l'ouverture de six nouvelles spécialités, dont l'installation et la maintenance de panneaux solaires et photovoltaïques, l'assainissement et la collecte des déchets spéciaux. Des spécialités ont également été ouvertes dans la construction du patrimoine local, ainsi que dans la pisciculture en bassins, la culture de plantes médicinales et aromatiques et l'installation d'équipements de climatisation et de réfrigération. Par ailleurs, pas moins de 3.740 stagiaires ont rejoint les 16 établissements de formation de la wilaya, dont 2.600 nouveaux stagiaires. A Tiaret, 8.273 stagiaires répartis à travers 36 établissements ont effectué leur rentrée, sachant que le secteur a été renforcé par quatre nouvelles spécialités, à l'instar du tourisme option production, marketing, réfection de routes, réseaux et industries pétrolières, option sécurité industrielle et production animale, option élevage d'animaux ruminants. La rentrée de la

formation à Mostaganem a également vu l'accès d'environ 6.700 nouveaux stagiaires dans divers établissements de formation, outre la signature de quatre conventions entre le secteur et les entreprises publiques économiques, notamment dans les domaines de l'énergie, du tourisme, de l'industrie et du commerce. Pour cette session, le secteur a proposé huit nouvelles spécialités pour répondre aux besoins du marché du travail au niveau local, notamment dans les domaines de la gestion hôtelière, l'architecture d'intérieur, le commerce de détail, l'exploitation des stations de traitement des eaux, l'exploitation des stations de dessalement d'eau de mer, bâtiment, travaux publics et couture moderne.

R.R.

KHENCHELA : FONÇAGE DE Puits ARTÉSIENS

FACILITER L'OCTROI D'AUTORISATION

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a chargé, dimanche après-midi à Khenchela, les responsables de l'Agence nationale des ressources hydraulique (ANRH) de faciliter et de simplifier les démarches liées à l'octroi des autorisations de fonçage de puits artésiens destinés à l'irrigation agricole. M. Derbal, qui venait de donner le coup d'envoi des travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la commune de Chechar, dans le cadre d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Khenchela, a souligné «la nécessité d'augmenter le nombre d'autorisations de fonçage de puits, à Khenchela, mais également dans d'autres wilayas dont les revenus dépendent de la production agricole». A condition, a-t-il ajouté, que le forage des puits en question «ne soit pas en conflit avec les données techniques propres aux zones concernées par le fonçage». Le ministre a souligné que la STEP de Chechar qui s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya de Khenchela, doit être réalisée «selon les technologies permettant l'utilisation de l'eau épurée dans le domaine agricole, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à fournir de l'eau aux secteurs agricole et industriel». M. Derbal a également fait part de la nécessité d'ouvrir une annexe de l'ANRH à Khenchela «dans un délai maximum d'un mois» afin de traiter, «dans les plus brefs délais», les dossiers de demandes d'autorisations de forage de puits et ce, a-t-il précisé, afin de «mettre fin au problème de l'attente dont souffraient les agriculteurs en raison du traitement des dossiers au niveau régional». Le ministre de l'Hydraulique a souligné, dans une déclaration à la presse, sur le site du barrage de Babar, que le problème des perturbations dans l'alimentation en eau potable sera «prochainement résolu», dans la wilaya de Khenchela, après les travaux de réhabilitation de la conduite reliant la station de pompage de la commune d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) au barrage de Koudiat Medouar, à Batna, cet ouvrage hydraulique alimentant en eau potable la majorité des communes de la wilaya de Khenchela. M. Derbal a ajouté, in situ, après avoir écouté les préoccupations des citoyens, que son département étudiait actuellement la possibilité de fournir des ressources en eau, conventionnelles ou non conventionnelles, supplémentaires pour répondre à la demande croissante en eau d'irrigation dans la wilaya de Khenchela.

APS

43 ANS APRÈS LE SÉISME D'EL ASNAM (CHLEF),

De nouveaux pôles urbains

Quarante-trois ans après le séisme dévastateur de l'ex ville d'El Asnam (actuelle Chlef), le 10 octobre 1980, qui a causé la mort d'au moins 2.600 personnes et détruit à 80 % la Cité, les efforts se poursuivent pour l'édification de nouveaux pôles urbains afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et y éradiquer la crise du logement. La création de pôles urbains, à l'instar de celui de Chettia, qui regroupe 3.000 logements et de ceux de Chorfa, Hosnia et Ben Souna dans la commune de Chlef, représentant une offre globale de plus de 16.000 unités de différentes formules, a contribué à la reconstruction de ces deux villes

(Chettia et Chlef) fortement endommagées par le séisme et à leur donner un aspect urbanistique moderne, a estimé le directeur du secteur, Habib Arkoub. Pour conforter cette démarche, il a fait part d'une proposition émise par la direction du logement de la wilaya, en vue de la réalisation de deux nouveaux pôles urbains dans les communes d'Ouled Ben Abdelkader et Oued Sly. Le pôle urbain de l'Oued Sly sera réalisé sur une assiette de 400 ha et offrira entre 35.000 à 40.000 logements de différents segments, outre des équipements publics et commodités diverses.

APS

DIALE DE LA SANTÉ MENTALE

TROUBLES MENTAUX DANS LE MONDE

mentale est une dimension intrinsèque de la santé. Elle ne se définit pas uniquement par l'absence de troubles mentaux ou par un faible niveau de capacité mentale. L'OMS considère la santé mentale comme étant «un état de bien-être mental qui nous permet d'affronter les sources de stress de la vie, de réaliser notre potentiel, de bien apprendre et de travailler, et de contribuer à la vie de la communauté». A contrario, une absence de santé mentale peut générer une surcharge et des troubles mentaux, du stress, de l'anxiété, de la dépression, un manque d'entrain, mais aussi des troubles de la concentration. Il se agit d'une issue de la pandémie mondiale du COVID-19, les troubles de la santé mentale ont augmenté.

La santé mentale est propre à chacun et générée par de nombreux facteurs divers, qu'ils soient personnels, socio-économiques ou d'ordre collectif. Au long de l'existence, elle varie et est influencée par ces paramètres qui, en plus de la fragilité de l'individu, peuvent avoir des impacts moins impactants, donc compromettre en renfort de la santé mentale.

La santé mentale doit être accompagnée, soutenue et encouragée par plusieurs biais. D'abord, un des piliers reste le fait de pouvoir accéder à des soins. Mais d'autres déterminants peuvent venir en complément : un environnement bienveillant, la pratique d'un loisir physique, la charge mentale ou encore une alimentation équilibrée pour favoriser la résilience. Pour fonctionner correctement, le cerveau a besoin de nutriments que met en avant «une première étude publiée en 2013 et qui a analysé 13 études adultes montre qu'une alimentation riche en fruits, de légumes, de poisson et de graines entraîne des risques réduits de troubles mentaux. Depuis quelques années, on assiste à l'émergence d'une nouvelle discipline : la psychologie nutritionnelle qui étudie l'impact de l'alimentation sur la santé mentale.

Plus récemment, plusieurs études ont mis en lumière le lien existant entre alimentation et santé mentale. L'une d'entre elles a notamment en quoi le régime méditerranéen, particulièrement riche en fruits, légumes, d'olive et poisson amenuise les risques de troubles de la santé mentale.

On parle aujourd'hui de l'intestin comme du deuxième cerveau. Ce microbiote qui abrite des milliards de micro-organismes communique étroitement avec le cerveau. Il faut également savoir que la santé est un neurotransmetteur que l'on trouve à la fois au niveau cérébral et digestif. La question d'un lien entre déséquilibre du microbiote intestinal et certains troubles de la santé mentale.

PROCRASTINATION : LE RISQUE D'ÊTRE EN MAUVAISE SANTÉ MENTALE

La procrastination des étudiants serait adepte de la procrastination pour leurs devoirs. Cette procrastination est associée à de mauvais résultats scolaires, la santé, comme ont voulu le confirmer les chercheurs suédois.

La procrastination est définie par un retard dans l'exécution d'une action prévue, tout en sachant que la situation se détériore en raison de ce retard. Précédemment, une équipe de chercheurs avait identifié la région du cerveau impliquée dans la décision de procrastiner. Cette étude est courante chez les jeunes, si on considère la moitié des étudiants universitaires seraient adepte de manière chronique la procrastination.

Le modèle de santé de la procrastination suggère que cette tendance est associée à des résultats négatifs en matière de santé : des symptômes de dépression, d'anxiété et de

stress, une plus grande solitude, ainsi qu'une prévalence de problèmes de santé physique généraux. Toutefois, les précédentes études menées n'indiquent pas le sens de la relation. «La procrastination est-elle à l'origine d'une mauvaise santé physique et mentale parce que les gens, par exemple, remettent à plus tard l'adoption d'un nouveau programme d'exercice ? Ou est-ce l'inverse ? Est-ce que la mauvaise santé physique, par exemple, pousse les gens à procrastiner parce qu'ils n'ont pas l'énergie nécessaire pour accomplir la tâche maintenant ?», écrivent les chercheurs. L'étude publiée dans Jama Network Open a consisté à évaluer l'association entre la procrastination et les résultats de santé ultérieurs chez des étudiants universitaires en Suède. Sur les 3 525 étudiants recrutés au départ, 2 587 ont répondu au questionnaire de suivi neuf mois plus tard, consistant à mesurer 16 résultats de santé autodéclarés. De même, le niveau de procrastination était autodéclaré sur une échelle de 1 («très rarement ou ne me représente pas») à 5 («très souvent ou me représente toujours»), pour donner un score total de procrastination de 5 à 25. Une thérapie comportementale et cognitive peut aider les personnes qui ont tendance à procrastiner de manière constante et problématique. Les chercheurs ont comparé les étudiants, ayant une plus grande tendance à la procrastination au début de l'étude, aux étudiants ayant une tendance plus faible. Résultat : une augmentation du score de la procrastination était associée à des symptômes plus élevés de dépression, d'anxiété et de stress, ainsi qu'à des douleurs invalidantes dans les épaules ou les bras. Les étudiants ayant une plus grande tendance à la procrastination étaient également plus susceptibles de rapporter une mauvaise qualité de sommeil, une plus grande solitude et des difficultés économiques lors du suivi à neuf mois, même après avoir tenu compte de potentiels facteurs de confusion. La principale limite de cette étude est le type auto déclaratif du niveau de procrastination et des résultats de santé ultérieurs. Si la nouvelle étude ne prouve toujours pas l'existence d'un lien de cause à effet, elle le suggère plus fortement que les études antérieures.

D'après les scientifiques, les étudiants engagés dans des études universitaires bénéficient d'un haut niveau de liberté, ce qui sollicite fortement leur capacité d'autorégulation. Ces exigences élevées en matière d'autorégulation peuvent alors expliquer la forte prévalence de la procrastination chez les étudiants universitaires. Bonne nouvelle, la procrastination peut être traitée, par exemple avec une thérapie comportementale et cognitive. «Ce traitement aide la personne à surmonter la procrastination en divisant les objectifs à long terme en objectifs à court terme, en gérant les distractions (comme éteindre les téléphones portables) et en restant concentré sur une tâche malgré des émotions négatives», conseillent les auteurs.

PRENDRE SOIN DE SA SANTÉ MENTALE

Avoir une bonne santé mentale est essentiel pour se sentir bien dans sa peau. Beaucoup d'éléments peuvent contribuer à prévenir l'apparition des problèmes de santé mentale : le renforcement des compétences sociales et émotionnelles, l'obtention d'une aide précoce, la présence d'un cercle familial solide et bienveillant, l'existence d'un climat scolaire positif et l'adoption de bonnes habitudes de sommeil sont autant de facteurs de protection qui permettent de surmonter les épreuves. En soi, un facteur de stress environnemental ou personnel n'est pas systématiquement source de problème de santé mentale. Si les enfants et les adolescents qui s'en sortent dans l'adversité possèdent généralement une certaine résistance biologique, ils bénéficient aussi le plus souvent du soutien et de la solidarité de leur famille, de leurs amis et d'adultes dans leur entourage, toutes ces relations concourant à leur bien-être.

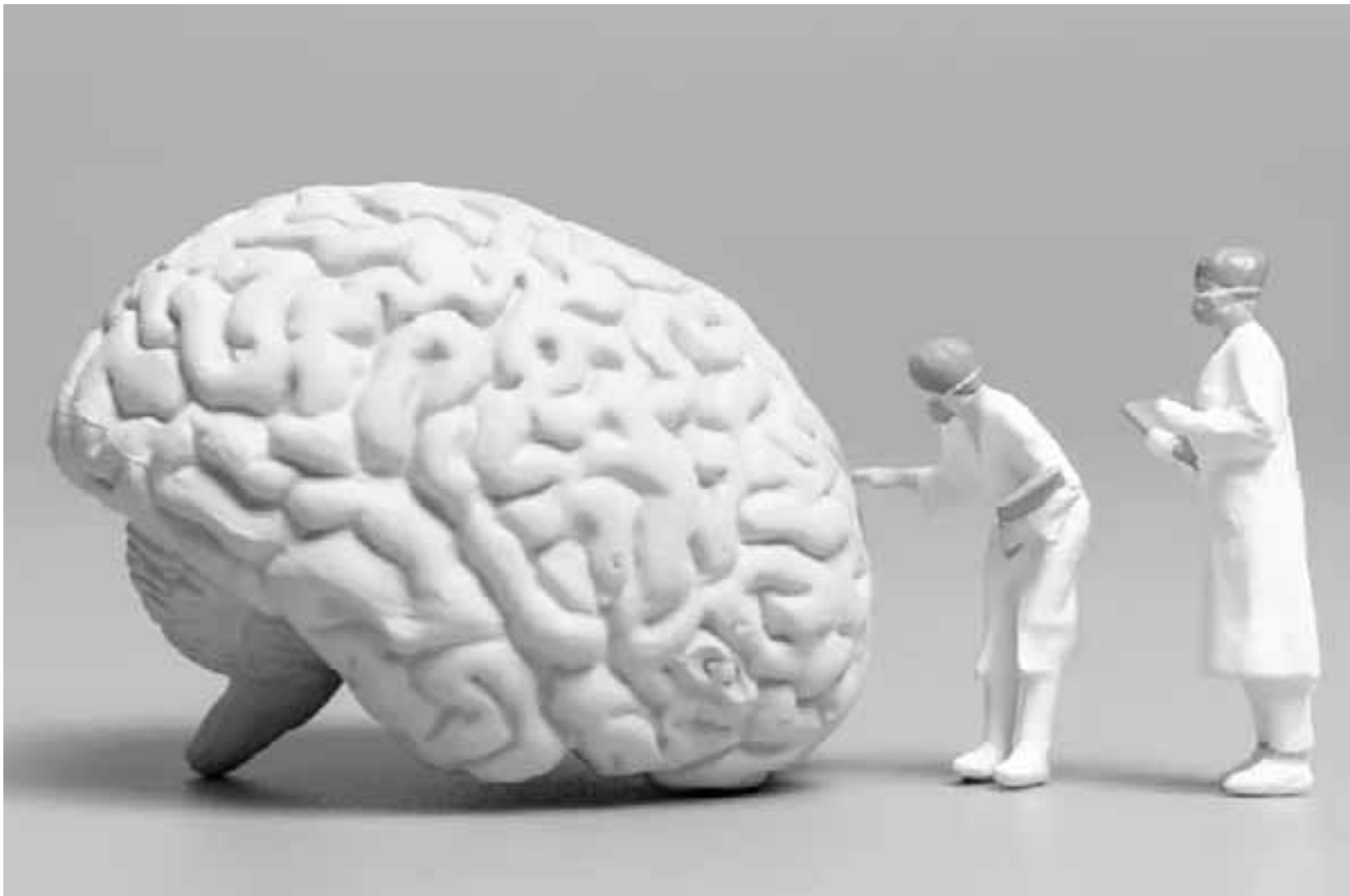
Il est primordial de conserver le lien social, à tout âge. C'est en échangeant avec les autres que nous apprenons, que nous nous découvrons des points communs, des passions... Sortir en famille le weekend, aller au restaurant entre amis, improviser un voyage, autant d'occasions qui peuvent devenir plus rares avec l'âge, quand l'isolement se fait sentir.

Pourtant, conserver une vie sociale est indispensable pour se sentir bien dans son corps et dans sa tête !

Soyez curieux et donnez la chance aux hobbies que vous n'avez jamais osé essayer ! Vous avez toujours rêvé d'apprendre à jouer aux échecs, d'intégrer une chorale, de savoir coudre ou même de savoir jouer aux mêmes jeux vidéo que vos petits-enfants pour les battre à plate-couture les weekends ? Cela permet de découvrir de nouveaux loisirs, pour à la fois de tuer l'ennui et de rencontrer de nouvelles personnes.

Il est conseillé aussi de pratiquer une activité physique régulière. Pratiquer une fois par semaine la marche, la natation ou autre activité physique : vous préserverez votre mobilité tout en maintenant un lien social avec d'autres personnes. Le sport permet également d'augmenter l'estime de soi, et de réduire le stress. Peu importe l'activité que vous choisirez, il est préférable de demander conseil à votre médecin avant de débiter, afin de vous assurer que le sport choisi convient à votre état de santé actuel, ou même afin de trouver ensemble une activité qui pourrait vous convenir. Les experts recommandent aussi de manger équilibré. Avoir une alimentation saine est important à tout âge, et tout particulièrement lorsque l'on vieillit. Certains aliments apporteront des nutriments essentiels au bon fonctionnement du cerveau, d'autres permettront de réduire l'inflammation, ou encore de stabiliser la glycémie. Il est indispensable de rester occupé. Regarder la télé toute la journée, attendre que le temps passe, rester assis trop longtemps ... L'isolement peut parfois imposer une routine dans laquelle l'ennui peut vite surgir. En vous trouvant des activités ou des passions, comme la peinture, la lecture, le sport, vous réduisez les risques de perte de mobilité et maintenez votre cerveau en forme. En somme, la santé mentale est la base d'une bonne qualité de vie, et surtout d'une vie active et épanouissante. Il est donc primordial d'avoir conscience des risques que l'âge implique pour la préserver, et maintenir une bonne hygiène de vie ainsi qu'une vie sociale.

Par Amel B. et Agences



LIBYE

Tatweer Research construit un écosystème favorisant l'innovation et l'esprit d'entreprise

Tatweer Research opère à travers trois principales activités que sont la recherche, le développement et l'excellence professionnelle. L'organisation travaille sur la résolution de problèmes mondiaux dans les secteurs de l'environnement, du climat, de l'énergie, des transactions commerciales, de la technologie médicale et de l'éducation.

Tatweer Research est un acteur clé dans le paysage technologique libyen. Grâce à ses programmes innovants et à son engagement, l'organisation veut augmenter l'impact de la tech sur le développement économique libyen. Tatweer Research est une agence nationale de promotion économique qui vise à transformer l'économie libyenne en une économie fondée sur le savoir,



l'innovation et l'exportation de technologies de pointe. Elle a été fondée en 2010 par Khaled Elmufti, un informaticien

diplômé de l'Imperial College London et de City, qui est également son président-directeur général.

Tatweer Research opère à travers trois principales activités que sont la recherche, le développement et l'excellence professionnelle. L'organisation travaille sur la résolution de problèmes mondiaux dans les secteurs de l'environnement, du climat, de l'énergie, des transactions commerciales, de la technologie médicale et de l'éducation. L'agence a mis en place des initiatives d'innovation au sein de son Tatweer Entrepreneurship Campus (TEC), des programmes de développement des compétences visant à éduquer, former et autonomiser les jeunes et les leaders libyens, dont son Graduate Program. Il est aussi responsable de la création d'une zone franche économique et une Tech City s'étendant sur 1 200 hectares en Libye. L'entreprise encourage les jeunes les plus brillants de Libye, en incubant les idées d'entrepreneurs locaux ambitieux tout en attirant des talents et des investissements internationaux. A travers son programme Coding for Children (C4C), elle initie les enfants du primaire au codage. Le programme vise à renforcer les capacités d'innovation et de réflexion créative des enfants. En partenariat avec l'Union européenne et le PNUD, Tatweer Research vise à promouvoir l'entrepreneuriat et à encourager la création d'emplois en dehors du secteur public. L'organisation contribue à la transformation de l'économie libyenne, passant d'une économie basée sur les ressources naturelles à une économie axée sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

In We are Tech Africa

SOUDAN

LE GOUVERNEMENT ORDONNE LA REPRISE DES COURS

Le Conseil des ministres soudanais a ordonné la reprise des cours dans les universités et les écoles à travers certains États du pays, rapportent dimanche 8 octobre des médias locaux. L'agence de presse soudanaise rapporte que "le Conseil des ministres a ordonné l'ouverture des universités et la reprise des études dans toutes les écoles des États (sans les préciser)

où les conditions de sécurité le permettent". "Cela sera fait en coordination avec toutes les autorités compétentes pour créer l'environnement et les conditions", précise la source. La reprise des cours interviendra, conformément aux directives, à la fin du mois d'octobre prochain, selon l'agence de presse. Les cours ont été perturbés à Khartoum et dans plusieurs autres États suite au déclenchement des combats entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) depuis la mi-avril. Le 13 août, le ministre de l'Éducation, Mahmoud Sir Al-Khatt Al-Houri, a pris la décision d'annuler les examens pour les trois paliers "primaire, moyen et secondaire" dans tous les États touchés par la guerre.

In Courrier du Vietnam

GUINÉE

Le CNT célèbre le grand Sumu Lambetigui avec ses homologues du Mali et du Burkina

La Guinée, le Mali et le Burkina, trois États, une même vision pour une Afrique unie et prospère», c'est le thème du deuxième anniversaire du grand Sumu «Lambetigui», un événement, traditionnel, culturel et artistique qui s'est déroulé samedi 7 octobre au palais du peuple de Conakry. En effet, la cérémonie a été mise à profit par les griots et paroliers des trois pays pour rappeler les liens fraternels entre les différents pays qui sont aujourd'hui en transition. Dans son discours de circonstance, Assarid Ag Imbarcaouane, le vice-président du Conseil National de la (CNT) du Mali qui s'est exprimé au nom de son président le Colonel Malick Diaw, a témoigné que le spectacle auquel ils ont assisté est un spectacle guinéo-malien-burkinabé. «Nous avons assisté à une très belle rencontre et de spectacle. Ce que

nous venons de voir montre que nous avons une belle histoire entre le peuple de la Guinée, celui du Mali et du Burkina Faso. Nous remercions vivement Dr Dansa Kourouma, le président du CNT de Guinée, pour l'invitation. Nous avons compris beaucoup de choses», a-t-il dit. Pour sa part, le deuxième vice-président de l'Assemblée Législative de Transition du Burkina Faso, Ousmane Diallo a rappelé que la Guinée, le Mali et le Burkina sont des pays frères avec des liens hystérique et millénaire. Dans son intervention, le président du Conseil National de la Transition en Guinée a fait savoir que ce grand Sumu a été rendu possible grâce au leadership éclairé du Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, Poursuivant, il a remercié les délégations

malienne et burkinabé pour le déplacement qu'ils ont effectué. «Nous avons organisé cette activité pour assister notre frère Naman Kouyaté, animateur principal de Lambetigui pour véhiculer les idéaux de paix, d'unité et d'entente entre les composantes de nos différents pays», a-t-il expliqué. Dans la même logique, il a indiqué que véhiculer les idéaux de paix et d'entente entre les peuples guinéens, maliens et Burkinabés qui traversent une période importante de leur histoires où, le patriotisme, l'union sacrée entre les filles et fils, la bonne entente entre les différents chefs d'États, les différents gouvernements sont extrêmement importants pour pour faire face aux épreuves auxquelles le continent africain est confronté. «Nous avons vu nos pères fondateurs utiliser le label de la cul-

ture, pour mettre fin aux guerres, utiliser la culture pour renforcer les liens d'amitié et de fraternité. Nous suivons les mêmes pas, les pas de nos pères fondateurs et de nos aînés qui ont utilisé la culture comme un moyen de pacification, d'éducation populaire et d'unification des peuples. Les artistes se trouvent au cœur de ce processus. C'est pourquoi, le CNT Guinée a organisé cet événement, parce que la musique, la parole des griots où des paroliers, c'est une opportunité de rappeler les hauts faits de l'histoire, de chasser la haine dans nos cœurs, de renforcer nos liens de fraternité, pour qu'on puisse ensemble, chasser le néocolonialisme, la pauvreté, de chasser toute forme de domination du continent Africain», a-t-il fait remarquer.

In GuinéeNews

TUNISIE

Les touristes chinois désormais dispensés de visa

Les touristes chinois peuvent désormais entrer en Tunisie sans avoir besoin de visa, selon une annonce faite par l'ambassade de Chine en Tunisie. Le gouvernement tunisien a récemment mis en place une politique d'entrée sans visa pour les touristes chinois individuels ou en groupe, qu'ils viennent de Chine ou d'autres pays. L'ambassade a informé les touristes chinois qu'ils doivent présenter une réservation d'hôtel payée (bon-voucher) et un billet d'avion aller-retour correspondant à la durée prévue

de leur séjour en Tunisie lors de la procédure d'enregistrement et d'entrée. Pour ceux qui ont effectué des réservations d'hôtel par le biais de plateformes tierces, il est crucial de s'assurer que les frais d'hôtel ont été entièrement payés afin d'éviter toute perturbation potentielle de leur voyage. Cependant, souligne le site Breaking latest news, l'ambassade rappelle aux personnes voyageant en Tunisie pour des raisons autres que le tourisme, telles que les affaires, les études, le travail ou les

visites familiales, qu'elles doivent toujours demander un visa à l'avance auprès de l'ambassade ou du consulat local de la Tunisie. L'agence de presse Xinhua rappelle, pour sa part, que la Tunisie avait initialement mis en œuvre une politique d'entrée sans visa pour les touristes chinois en 2017, mais a dû réviser ses règlements après l'apparition de la pandémie de COVID-19. Il convient de noter qu'au cours de la deuxième année suivant la mise en œuvre de l'exemption de visa, le

nombre de touristes nationaux a augmenté d'environ 40 %. Cette évolution récente devrait stimuler le tourisme entre la Chine et la Tunisie, promouvoir les échanges culturels et renforcer les relations bilatérales. Les autorités tunisiennes espèrent que cette politique d'exemption de visa attirera un plus grand nombre de touristes chinois qui découvriront les attractions uniques du pays, sa riche histoire et son hospitalité chaleureuse.

In African Manager

EQUIPE NATIONALE : CONFÉRENCE DE PRESSE DU SÉLECTIONNEUR NATIONAL

Djamel Belmadi : «Je ne suis plus dans une logique de revue d'effectif»

Les joueurs de l'équipe nationale sont entrés en stage hier afin de se préparer aux deux confrontations amicales : le Cap Vert et l'Egypte. A la veille de ce stage, l'entraîneur national a souligné qu'il va désormais maintenir l'effectif ayant travaillé depuis quelques mois ensemble pour bâtir une équipe compétitive.. A quelques exceptions près, ce sera ce groupe composé d'une vingtaine de joueurs qui va participer à la CAN.

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi a déclaré dimanche qu'il n'était plus "dans une logique de revue d'effectif", à l'occasion des deux matchs amicaux prévus respectivement les 12 et 16 octobre face au Cap Vert à Constantine et l'Egypte aux Emirats arabes unis. "Il y a deux matchs de qualifications de Coupe du monde qui nous attendent en novembre. Sur cette date FIFA je vais peu tourner. Il y a une CAN qui arrive, je ne suis plus dans une logique de revue d'effectif", a indiqué le coach national dans une conférence de presse tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Belmadi a dévoilé vendredi une liste de 25 joueurs en vue des matchs amicaux contre le Cap Vert, le jeudi 12 octobre au stade du Chahid-Hamlaoui de Constantine (20h00), et l'Egypte le lundi 16 octobre au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn (Emirats Arabes Unis/ 20h00, 17h00 heure algérienne). Cette liste est marquée par la première convocation des deux attaquants: Amine Gouiri (Stade Rennais/ France) et Mohamed Bachir Belloumi (Farense SC/ Portugal), ainsi que le retour de l'actuel meilleur buteur historique de la sélection Islam Slimani (Coritiba FC/ Brésil). "On retrouve un socle et une base de joueurs qui sont là depuis quelque temps déjà, elle est destinée à participer à la prochaine CAN 2024 en Côte d'Ivoire, mais il peut y avoir des imprévus qui pénaliseraient certains joueurs, mais le groupe est quasiment là, à l'exception de 4 ou 5 éléments près", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner "Nous sommes à un mois du début des qualifications



du Mondial 2026, je ne vais pas aligner deux équipes pour chaque match, on n'est pas dans cette optique.". Les deux tests face au Cap Vert et l'Egypte constituent les deux derniers rendez-vous préparatoires pour les Verts, eux qui vont disputer dès le mois de novembre les deux premières journées des qualifications de la Coupe du monde 2026: à domicile face à la Somalie et en déplacement face au Mozambique. "Ce qui m'intéresse, c'est le travail avec mes joueurs, avancer vers les objectifs et être prêts pour le début des qualifications du Mondial, l'importance est de bien démarrer dans un mini championnat de dix matchs, qui vont nous servir en vue de la CAN", a-t-il expliqué Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez (Al-Ahly/ Arabie saoudite) entreranno en stage lundi au CTN de Sidi Moussa, avant de rallier mardi la ville de Constantine. Toutefois, Belmadi a montré son mécontentement. "On va effectuer une première séance ici à Sidi Moussa, avant de s'envoler mardi pour Constantine.

« IL Y AURA UN STAGE DANS UN PAYS VOISIN DE LA CÔTE D'IVOIRE AVANT LA CAN »

Le CTN n'est pas encore prêt pour accueillir l'ensemble du stage en prévision du match du Cap Vert et contre l'Egypte. Il n'y a pas encore ce qu'il faut", a-t-il regretté. Interrogé sur le choix des joueurs retenus pour ce rassemblement, Belmadi a estimé avoir fait appel aux meilleurs, dont les deux nouveaux: Gouiri et Belloumi. "Gouiri et Belloumi ont prouvé leur potentiel et leur talent au sein de leurs clubs respectifs. Concernant Belloumi, j'apprécie ce genre de joueurs qui quittent le championnat algé-

rien et vont affronter la difficulté en Europe, à l'instar d'Amoura et Slimani. Il est parti au Portugal tout seul et a pu s'imposer au sein d'une première de première division. Ce n'est pas tout l'effectif qui va jouer durant cette date FIFA, mais il peut avoir sa chance d'autant qu'il mérite sa sélection". En revanche, Belmadi a tenu à justifier la non convocation des deux ailiers Yacine Brahimi (Al-Gharafa SC/ Qatar) et Youcef Belaïli (MC Alger), qui sont en train de performer avec leurs clubs respectifs depuis le début de la saison. "Il y a d'autres joueurs qui sont là dans le même poste. Je sais ce qu'ils font actuellement. Je regarde des matchs entiers, comme ceux de Belaïli avec le MC Alger. Il y'a deux critères de sélection : avoir un certain temps de jeu, être bon, en plus d'avoir l'envie de rejoindre l'EN." Enfin, l'équipe nationale a vu l'arrivée, depuis mars dernier, de plusieurs jeunes joueurs à l'image de Bouanani, Chaïbi, et Aït-Nouri, qui ont décidé d'opter pour l'Algérie. Belmadi a évoqué cette politique de rajeunissement entreprise notamment suite à l'élimination de l'Algérie en barrages du dernier Mondial 2022 au Qatar. "Tout le monde voulait me voir rajeunir l'équipe. Et maintenant c'est le cas, vous demandez s'ils sont prêts pour la CAN. Ça fait un petit moment qu'ils sont là, qu'ils jouent. Ils sont déjà rentrés un peu dans le moule. Ils vont connaître leur première CAN pour certains. Je ne pouvais pas les laisser à l'écart, je me suis dit que c'est le moment de les lancer dans le bain. Ils ont des qualités et arrivent à bien intégrer l'équipe, l'objectif est d'avoir une équipe cohérente pour la CAN", a-t-il conclu L'équipe nationale de football effectuera un stage d'acclimatation dans

un pays voisin de la Côte d'Ivoire, hôte de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (décalée à 2024) prévue du 13 janvier au 11 février, a annoncé le sélectionneur national, Djamel Belmadi."Il y aura un stage dans un pays voisin de la Côte d'Ivoire, pour essayer de s'habituer au climat si particulier dans cette région. A Cette période de la saison (ndlr, entre décembre et janvier), il fera très froid en Europe, d'où la nécessité d'effectuer un stage dans un pays limitrophe", a affirmé Belmadi dans une conférence de presse, tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, où "Les Verts" entreranno en stage lundi.A leur menu : deux tests amicaux contre le Cap Vert, le jeudi 12 octobre au stade du Chahid-Hamlaoui de Constantine (20h00), et l'Egypte le lundi 16 octobre au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn (Emirats Arabes Unis/ 20h00, 17h00 heure algérienne). "Nous ne sommes pas encore fixés sur le pays, mais il y a des pistes. Tout sera mis au clair après le tirage au sort de la phase finale (prévu le jeudi 12 octobre à Abidjan, ndlr)", a-t-il ajouté. Le coach national a décidé cette fois-ci de déroger à la règle, en allant se préparer dans un pays proche de la Côte d'Ivoire, contrairement aux deux précédentes éditions disputées, en Egypte (2019) et au Cameroun (2022), où la préparation s'était déroulée à Doha (Qatar). Avant un mois de décembre crucial, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez seront au rendez-vous avec le début des qualifications de la Coupe du monde 2026, avec au programme les deux premières journées (13-21 novembre) : à domicile face à la Somalie, et en déplacement face au Mozambique.

R.S.

CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS DE BASKET: L'USMA QUALIFIÉE EN QUARTS DE FINALE

L'USM Alger s'est difficilement qualifiée en quarts de finale de la 35e édition du Championnat arabe des clubs champions de basketball, en battant le Qatar SC (77-70), après prolongations, lors du huitième de finale qui les a opposés dimanche après-midi, sur le parquet de la salle Al Rayyane de Doha (Qatar). L'USMA avait mal démarré son match, en se voyant souvent menée au score. La première mi-temps s'était d'ailleurs achevée avec une avance de dix points en faveur des Qataris (35-25). Mais armés d'une volonté de fer, les Rouge et Noir ont réussi un excellent finish, qui leur a permis de revenir au score au milieu de quatrième quart-temps (49-49), avant de mener 53-51. Une avance que les Algérois ont jalousement défendu, pendant pratiquement tout le reste de la rencontre, avant d'arracher l'égalisation (62-62) juste avant le coup de sifflet final. A partir de là, il fallait recourir aux prolongations, pour désigner et ce sont finalement les Usmistes qui ont réussi à l'emporter le score de(77-70). En quart de finale, prévu le lundi 9 octobre, l'USMA sera opposée au club libanais de Beyrouth, qui s'est qualifié aux dépens de la formation Yéménite, Al Wehda de Sanaâ (121-69). L'USM Alger avait terminé la phase de poules à la deuxième place du Groupe (B), avec 7 points, grâce à trois succès, contre le club omanais de Seeb (81-57), Al Ahly du Qatar (83-54)

et le Dynamo du Liban (77-66), contre une défaite devant l'Union d'Alexandrie (53-89). Les demi-finales se joueront le mercredi 11 octobre, alors que la rencontre pour la 3e place et la finale auront lieu le lendemain, 12 octobre. Le tenant du trophée est le Koweït SC, qui avait remporté la finale de la précédente édition, disputée à domicile, face aux Egyptiens d'Al Ahly (78-77).

APS

GRAND PRIX D'ONGOLA : LE CYCLISTE AZZEDINE LAGAB EN DEUXIÈME POSITION

DOUALA - Le cycliste algérien Azzedine Lagab a décroché la deuxième place au Grand Prix d'Ongola (Cameroun), disputé dimanche matin, sur une distance de 117 kilomètres, et ayant vu son jeune compatriote Ayoub Ferkous se contenter de la cinquième place. Outre Lagab et Ferkous, la sélection algérienne (seniors/messieurs) de cyclisme sur route a engagé quatre autres cyclistes dans cette compétition internationale, à savoir : Hamza Yacine, Abdallah Benyoucef, Abderraouf Bengayou et Mohamed Abderrahmane Kessir, sous la direction du coach Abdelbasset Hannachi. Juste avant le Grand Prix d'Ongola, la sélection algérienne avait pris part à la 23e édition du Grand Prix Chantal Biya, disputée du 3 au 7 octobre au Cameroun, et remportée finalement par l'Algérien Hamza Yacine. L'international algérien avait décroché le maillot jaune avec un total de 73 points, devant le Rwandais Tuyizere Etienne (54 pts) et le Marocain Ed Doghmy Mohcine (40 pts). Hamza Yacine a remporté également le maillot vert du meilleur sprinter.

APS

LA MINISTRE EN CHARGE DU SECTEUR L'ÉVOQUE DANS UN MESSAGE LU EN SON NOM
PAR SON REPRÉSENTANT PERSONNEL

Festival du théâtre professionnel de Guelma, un «événement culturel méritant toute la considération»

Le wali de Guelma, Mme Houria Aggoun, a évoqué dans une allocution prononcée à cette occasion, les efforts déployés par les services de l'Etat pour lancer différents projets de structures culturelles locales, afin de créer des conditions appropriées pour le travail des artistes, mettant, à ce propos, l'accent sur la relance du projet de restauration du théâtre régional Mahmoud-Triki...

La 14e édition du festival culturel local du théâtre professionnel s'est ouverte samedi dernier à Guelma pour se poursuivre jusqu'au 11 octobre. La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a souligné dans un message lu en son nom par son représentant personnel, Smail Inzaren, que le secteur de la culture travaille conformément à la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de «mettre les gens du théâtre dans des conditions favorables, à même de leur permettre d'exercer leur art dans des conditions adéquates, favorisant leur créativité artistique». Le festival culturel local du théâtre professionnel, qui souffle aujourd'hui sa 14ème bougie, représente aujourd'hui un «événement culturel important, méritant toute la considération, d'autant que ses objectifs rejoignent la politique du secteur de la culture et des arts», a encore indiqué la ministre de la Culture et des Arts dans son message. Mme Mouloudji a également salué le fait que cette édition soit dédiée au regretté artiste de théâtre Mohamed-Larbi Bahloul, un enfant de Guelma, décédé l'année dernière. Cet hommage posthume démontre, quelque part, que le 4ème art, «tel le phénix, ne meurt jamais tant que coulera dans ses veines le sang de ceux qui l'ont aimé et servi», a-t-elle écrit en substance. Pour sa part, le wali de Guelma, Mme Houria Aggoun, a évoqué dans une allocution prononcée à cette occasion, les efforts déployés par les services



de l'Etat pour lancer différents projets de structures culturelles locales, afin de créer des conditions appropriées pour le travail des artistes, mettant, à ce propos, l'accent sur la relance du projet de restauration du théâtre régional Mahmoud Triki. S'agissant des aspects organisationnels de cette édition, le commissaire du festival, Abdelhalim Rahmouni, a indiqué, de son côté, que la compétition officielle,

qui débutera demain (dimanche), sera marquée par la présentation de 7 pièces représentant des œuvres produites et réalisées par des coopératives et des associations théâtrales activant dans les wilayas de Boumerdès, Tizi Ouzou, Jijel, Annaba et Bordj Bou Arridj. Il a ajouté que les spectacles de la compétition officielle seront abrités par la Maison de jeunes Mohamedi Youcef et

la Maison de la culture Abdelmadjid Chaï en raison des travaux de restauration qui sont toujours en cours au théâtre régional Mahmoud Triki. M. Rahmouni a également indiqué que le jury qui évaluera les œuvres et les performances artistiques, lors de la compétition officielle, sera composé du grand comédien Antar Hellal, président du jury, entouré de Nabila Brahimi Zaidi, Ali Djebara et Djamel Chadli, en tant que membres. Faisant part de l'institution, «pour la première fois» d'un prix spécial du public, il a également rappelé que la pièce qui remportera le premier prix sera directement qualifiée pour participer à la prochaine édition du Festival national de théâtre professionnel, à Alger. La cérémonie d'ouverture de cette édition a été marquée par un hommage à plusieurs personnalités artistiques, locales et nationales, et par la projection d'un film documentaire retraçant le parcours artistique du regretté Mohamed-Larbi Bahloul, entrecoupé de la lecture de quelques-unes de ses répliques sur scène. La compétition officielle de l'édition donnera lieu, dès dimanche, à la présentation, à la Maison de jeunes Mohamedi-Youcef, des pièces «El Djebbana» (le cimetière), œuvre de l'Association Créateurs sans frontières, d'Annaba, et «El Tha'r» (la vengeance) de l'association Ath Anane de Beni Zmenzer (Tizi Ouzou). **R. C.**

DES REPRÉSENTATIONS DU COMÉDIEN AMINE MISSOUM EN OCTOBRE À STRASBOURG

L'art du «goual» algérien s'exporte en France

Le comédien Amine Missoum donnera des représentations dans l'art du Goual, du 17 au 20 octobre en cours, dans le cadre de la manifestation «Les humoristes oranais arrivent à Strasbourg (France)», a-t-on appris dimanche de l'artiste. L'art du patrimoine «Goual» sera présent lors de la soirée «Les humoristes oranais arrivent à Strasbourg», qui aura lieu dans la salle «L'espace K» à Strasbourg, le 20 octobre en cours, organisée par l'association «Ensemble, relevons les défis», qui active dans cette ville française, a indiqué à l'APS le comédien d'arts dramatiques Missoum, qui sera parmi ces animateurs. Une constellation de comédiens de la capitale de l'ouest algériens (Oran), qui ont une expérience dans le domaine de l'humour et qui ont réalisé un grand succès dans ce style artistique très prisé chez le public, prendront part à cette soirée, selon la même source. Le comédien Missoum assurera plusieurs représentations dans l'art du Goual et du Meddah, à travers les rues de Strasbourg, du 17 au 20 octobre en cours, a-t-on ajouté. Il sera accompagné, dans ses spectacles, qui se feront à la manière tradi-

tionnelle présentées par les «Goual» et les «Meddahin», un art ancestral, par les comédiens Brahimi Imad et Benzohra Youcef, a-t-il indiqué, notant qu'avec cette équipe artistique, il animera la soirée du vendredi 20 octobre pour raconter des histoires populaires inspirées du patrimoine algérien. Cette activité culturelle, organisée en coordination avec la coopérative spécialisée dans l'organisation de manifestations, «AGB SARL» d'Oran, permettra à la communauté algérienne résidant à Strasbourg de faire connaissance avec des comédiens algériens qui ont une longue histoire dans l'art de l'humour et de mettre en valeur l'humour et le patrimoine algériens, selon le même artiste. Le dramaturge Amine Missoum est un conteur par excellence. Il a connu le succès dans les représentations de l'art du Goual et du théâtre de rue, et possède de l'expérience dans les œuvres théâtrales, dont notamment «L'autre», «Allal et Othmane», «Hari et Fari», ainsi que dans des séries télévisées telles que «Raïs Corso» du réalisateur égyptien Adel Adeeb, «Dakious et Makious», «Achour El Achar» et «Dar Lafchouch», réalisé par Djaafar Kacem.

spécial du soixantenaire de l'indépendance sous la supervision du ministère de la Culture et des Arts, le film retrace en 20 minutes l'histoire de deux enfants algériens, Omar et Said, imbus de patriotisme. Les deux personnages qui vivent dans un village montagnard essayent, à leur

manière, de défendre les symboles du pays et d'afficher leur appartenance à la Révolution à travers la préservation de la symbolique de l'emblème national en le brandissant à la place du drapeau français imposé par les forces de l'occupation. Le film commence sur fond de gros plan sur le visage de Leila (la comé-

dienne Ilyane Aireche) la maman d'Omar (Mehdi Boucherbal) qui se réveille un jour sur le bruit des avions bombardant un des maquis des moudjahidines pas loin de son village. Omar est un élève brillant dans une école coloniale mais qui au fond de lui, rejette les cours dispensés par son instituteur français (Kamel Meksar).

Le film retrace également la vie de Said (Amar Guerroudj), un autre enfant fidèle à son pays. Said le petit berger passe ses journées dans la forêt entraîné de surveiller les mouvements de l'armée française afin d'alerter les moudjahidines.

Les deux copains Said et Omar rêvent d'une école algérienne différente où ils pourraient s'exprimer librement sous le ciel de l'indépendance.

Le court métrage de Ahmed Agoune est marqué par des connotations symboliques traduisant le rêve des enfants algériens de brandir l'emblème national face au colonisateur...un grand exploit **I.M./agence**

SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Projection du court-métrage «Laalem» du réalisateur Ahmed Agoune

Le court-métrage «Laalem» (Le drapeau) du réalisateur Ahmed Agoune projeté, samedi à la Cinémathèque d'Alger, met en avant la valeur symbolique de l'emblème national chez les Algériens durant la guerre de libération nationale et raconte comment ils défiaient le colonisateur français en le brandissant haut et fièrement.

Produit dans le cadre du programme

République Algérienne Démocratique Et populaire
Wilaya D'Alger
Circonscription Administrative de Sidi M'Hamed
Commune de Sidi M'Hamed

NIF :097716029000237

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions des Articles 40 et 71 du décret présidentiel

N° 15/247 du 16/09/2015 Portant réglementation des marchés publics.

La Commune de Sidi M'Hamed déclare l'infructuosité de l'avis d'appel d'offres

national ouvert avec exigence de capacités minimales, portant N°09/2023, paru dans les

quotidiens nationaux *RENCONTRE* et *ALASWAT* le 17/08/2023, relatif aux

REALISATION D'UNE BIBLIOTHEQUE COMMUNALE A LA CITE DOUIEB

COMMUNE DE SIDI M'HAMED, pour le motif suivant : ne soumettre aucune offre

L'EXPRESS DU 10/10/2023

ANEP : N° 2316024764

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BEJAIA
DAIRA D'IGHIL ALI
COMMUNE D'IGHIL ALI

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINEMALES
N° :02/2023**

NIF : 0 962 0617 0000 747

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ighil Aï, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des projets suivantes:

- pour la réalisation des ports suivants:
- Etude, suivi, réalisation et équipement d'un groupe scolaire type B à Bassi commune d'Ighil Ali Lot : Réalisation
 - Etude, suivi, réalisation et équipement d'un groupe scolaire type A à Ighil Ali centre Lot : Réalisation
- Les entreprises titulaires du certificat de classification et qualification professionnelle catégorie 03 et plus (activité principale en Bâtiment) intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de l'APC d'Ighil Ali (service technique de la commune) contre un paiement de 5 000,00 DA.
- **Dossier de candidature contient:**
- Une Déclaration de candidature, dûment renseignée, signée et cachetée.
 - Une Déclaration de Probité, dûment renseignée, signée et cachetée
 - Casier judiciaire du gérant datant de moins de trois mois,
 - Copie de l'extrait de rôle apert ;
 - Copie des attestations de la mise à jour CASNOS, CNAS et CACORATPH en cours de validité.
 - Copie du registre de commerce,
 - Attestation de dépôt des comptes sociaux auprès du CNRC (pour les personnes morales)
 - Copie de la carte d'identification fiscale (NIF) ;
 - Statuts pour les sociétés
 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
 - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
- a) Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification professionnelles catégorie 03 et plus (activité principale en Bâtiment)
 - b) Capacités financières : Moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois dernières années (2020, 2021 et 2022) et les étirements bancaires R3B,
 - c) Capacités Techniques :
- ✓ Moyens humains : suivant le métré technique signé et cacheté justifié par des diplômes appropriés et déclaration de la CNAS.
 - ✓ Moyens matériels : suivant le métré technique signé et cacheté justifié par rapport d'expertise, cartes grises plus polices d'assurances en cours de validité, factures d'achat et contrat de location matériel.
 - ✓ Références professionnelles : Attestations de bonne exécution avec les montants des projets similaires réalisés par l'entreprise délivrées par les maîtres d'ouvrage publics.
 - Quittance d'achat du cahier des charges.
- **L'offre technique contient :**
- Déclaration à soumettre, dûment renseignée, signée et cachetée
 - Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un métré technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15/247 du 16/09/2013 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
 - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
 - L'instruction au soumissionnaire
 - Planning et délai global de réalisation
- **L'offre financière contient :**
- Lettre de soumission, dûment renseignée, signée et cachetée
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) , dûment rempli, signé et cacheté
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE), dûment rempli, signé et cacheté
 - Les cahiers des prescriptions spéciales signés et cachetés
 - Les cahiers des clauses administratives générales signés et cachetés
 - Les cahiers des prescriptions techniques communes signés et cachetés
- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la désignation de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidatures », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – appel d'offre N° : 01/2023 et objet de l'appel d'offres.
- Les offres doivent être déposées chez le maître de l'ouvrage à l'adresse ci-après : APC D'IGHIL ALI (Service technique).
- Le maître de l'ouvrage doit recevoir les offres à l'adresse ci-dessus, au plus tard quinze (15) jours à compter de la date de la première réunion de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. La date limite de dépôt des offres est fixée à si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Les offres doivent être déposées à l'adresse précisée ci-dessus avant 10 heures. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10h 05 m.
- Les offres seront valables pendant (101) jours à compter de la date de préparation de l'offre après la date limite de remise des offres fixée par le maître de l'ouvrage à l'article 16).

L'EXPRESS DU 10/10/2023

ANEP : N° 2316024823

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
DIRECTION DU BUDGET DE LA COMPTABILITE ET DU PATRIMOINE

NIF 410002000016085

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BIRTOUTA

MISE EN DEMEURE N° 01

- Vu le marché N° 0384/2017 du 13/09/2017 ayant pour objet « travaux de l'éradication et de la réhabilitation du site de décharge brute de Baba Ali Commune de Birtouta ».
- Vu l'ordre de service de commencement des travaux notifié à l'entreprise EGTPH ETB-TCE HALIMI Hakim le 03/12/2017.
- Vu le délai d'exécution du projet dans le marché de (09) mois
- Vu l'abandon du chantier injustifié par l'entreprise et sans avis préalable
- Vu le non-respect du planning des travaux et le retard considérable dans l'exécution
- Vu le non-respect des engagements pris par l'entreprise EGTPH ETB-TCE HALIMI Hakim de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires sur le chantier pour rattraper le retard cumulé, notamment lors de la sortie du 29/05/2023
- Malgré les différents rappels à l'ordre du service contractant envers l'entreprise EGTPH ETB-TCE HALIMI Hakim en date du 06/09/2023
- **Conformément à la réglementation régissant les marchés publics**
- La Circonscription Administrative de Birtouta en qualité de maître d'ouvrage délégué agissant au nom de la Direction du Budget de la Comptabilité et du Patrimoine de la Wilaya d'Alger, met en demeure l'entreprise EGTPH ETB-TCE HALIMI Hakim élisant domicile Zone Urbaine Bordj Menail W. Boumerdes, d'honorer ses obligations contractuelles et de :

Reprendre les travaux et mettre à la disposition du chantier tous les moyens matériels et humains.

Un délai de 08 jours à partir de la date de la première parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale est accordé à l'entreprise EGTPH ETB-TCE HALIMI Hakim pour satisfaire cette doléance, faute de quoi, le maître d'ouvrage délégué prendra toutes les dispositions nécessaires prévues par la réglementation en vigueur sans que la responsabilité de l'entreprise ne soit désengagée.

L'EXPRESS DU 10/10/2023

ANEP : N° 2316024642



**Sur page Facebook:
l'EXPRESSDZ**

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

AVEC UNE CONSTELLATION DE 12 000 SATELLITES

La Chine dévoile son plan G60 pour dominer l'orbite terrestre

En Chine, la municipalité de Shanghai appuie le développement d'un nouveau projet spatial de grande ampleur. Afin de concurrencer le géant américain SpaceX, le gouvernement chinois souhaite déployer 12 000 nouveaux satellites en orbite basse au cours des prochaines années. Si la Chine avait initié une réponse au programme Starlink avec le projet de constellation de satellites Guo Wang, rien ne semble freiner l'empire du Milieu dont l'ambition est de talonner la compagnie aérospatiale d'Elon Musk. Dans un

article publié le 30 septembre, le South China Morning Post rapporte que des officiels de la ville de Shanghai ont visité au mois d'août un important centre de production de satellites. Avec ce nouveau plan de conquête de la basse orbite terrestre, baptisé G60, la Chine prévoit d'envoyer près de 12 000 appareils en altitude. Ils survoleront la Terre en complément des 13 000 satellites prévus pour le programme Guo Wang (cf. «Réseau national»). Le programme G60, soutenu par les institutions municipales

de la métropole de Shanghai, tentera de rattraper un retard de plus de quatre ans sur les constellations de SpaceX. La firme américaine a commencé à déployer ses appareils en 2019, lors d'une opération relativement réussie, voire fructueuse, Elon Musk ayant pour dessein de fournir une connexion Internet à n'importe quel utilisateur équipé d'un boîtier relais. Outre l'aspect purement commercial de la démarche, certains experts ont relevé un véritable enjeu géostratégique au déploiement de cette technologie. Et de

fait, la connectivité offerte par les constellations Starlink a récemment été utilisée par les forces armées ukrainiennes, depuis l'invasion russe en février 2022. Avec G60 et Guo Wang, la Chine continue de démontrer ses ambitions, en acquérant une autonomie stratégique et technologique. La réalisation des deux projets conjoints signifie que 25 000 satellites seraient envoyés par la Chine dans l'espace au cours des prochaines années.

In Futura Sciences

UGANDA

Recycler les déchets de bananes

L'Ouganda est l'un des premiers producteurs de bananes en Afrique et les Ougandais eux-mêmes en sont de grands consommateurs. Sauf que cultiver ce fruit entraîne de nombreux déchets. Une start-up locale a donc décidé de faire du recyclage. L'entreprise récupère les déchets des troncs de bananier pour les transformer notamment en textile. « Nous avons décidé de travailler avec la fibre de banane en raison, tout d'abord, de l'avantage que possède l'Ouganda. C'est l'un des plus grands producteurs et consommateurs de bananes au monde. Cela nous laisse des millions de tonnes de déchets, car la banane ne pousse qu'une fois et ne se récolte qu'une fois. Après la récolte, la tige est donc un déchet », explique John Baptist Okello, directeur commercial de la start-up TEXTFAD. Les tiges de bananier sont séchées puis introduites dans cette machine qui les transforme en fibres résistantes. À partir de là, les possibilités sont multiples. Ces fibres permettent à l'entreprise de créer notamment des tapis, des dessous de table... Une bonne idée en faveur de l'économie circulaire. « Notre contribution à la chaîne de valeur consiste à apporter un revenu supplémentaire à l'agriculteur, à transformer ces déchets en quelque chose de précieux que nous vendons à nos partenaires qui fabriquent également des produits qu'ils peuvent vendre. Nous faisons cela pour créer des revenus supplémentaires, pour créer des emplois pour nous-mêmes et pour contribuer à l'industrialisation de l'Ouganda et à l'amélioration de la vie des Ougandais », explique Aggrey Muganga, chef d'équipe dans l'entreprise Tupande Holdings. Autre utilisation de ces fibres : elles permettent de fabriquer des extensions pour les cheveux. L'avantage, c'est qu'une fois utilisées, ces extensions biodégradables peuvent être enterrées pour servir de compost. « Le problème avec les fibres synthétiques, c'est qu'elles sont si obstructives que partout où vous allez, même si vous allez creuser dans les jardins en ce moment, vous trouverez des fibres synthétiques, ce qui n'est pas très écologique comparé aux nôtres qui sont des fibres biodégradables. Elles peuvent donc pourrir et se décomposer, elles n'empêchent pas l'eau de circuler dans le sol », explique Faith Kabahuma, cheffe du département des cheveux en fibres de banane chez TEXTFAD. Grâce à cette activité respectueuse de l'environnement, l'entreprise a également pu créer des emplois dans la région. Elle souhaite désormais s'étendre sur le plan national et dans le reste du monde.

In Africanews

COMMERCE MONDIAL POUR 2023 L'OMC REVOIT LARGEMENT À LA BAISSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE

Taux d'intérêt élevés, inflation... Selon les estimations publiées par l'Organisation mondiale du commerce jeudi 5 octobre, les échanges de marchandises pourraient connaître un coup de frein inédit.

La révision à la baisse est brutale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) anticipe une hausse des échanges de marchandises dans le monde de seulement 0,8 % en 2023, alors qu'en avril elle prévoyait une augmentation de 1,7 %, selon des chiffres publiés jeudi 5 octobre (en 2024, un rebond de 3,3 % est en revanche attendu). Cette piètre performance est attribuée à une croissance chinoise ralentie par la crise de l'immobilier et à un durcissement des politiques monétaires qui pèse sur la demande dans les pays occidentaux. L'inflation continue d'être élevée même si elle a ralenti. En août, elle a atteint sur un an 3,7 % aux États-Unis et 5,2 % dans la zone euro, bien au-delà des objectifs des banques centrales. « La croissance positive des volumes d'exportation et d'importation devrait reprendre en 2024, mais nous devons rester vigilants », prévient Ralph Ossa, le chef économiste de l'OMC. L'organisation, sise à Genève, précise que ce ralentissement des



échanges est « généralisé », touchant de nombreux pays et produits, en particulier l'acier, le fer, le textile ou encore les équipements de télécommunications. Dans ce tableau morose, c'est l'Amérique du Nord qui enregistre la plus forte hausse de ses exportations au premier semestre 2023 (+5,4 % par rapport à la même période de 2022), suivie de l'Amérique du Sud (1,4 %), de l'Afrique (0,9 %), de l'Europe (0,5 %), du Moyen-Orient (0,2 %) et, enfin, de l'Asie, qui subit un recul de 2,3 %. « Le ralentissement des échanges prévu en 2023 est préoccupant car il a des répercussions négatives sur le niveau de vie des populations du monde entier », a réagi Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice générale de l'OMC, ajoutant que les membres

de son organisation devaient « saisir l'occasion de renforcer le cadre commercial mondial en évitant le protectionnisme et en favorisant une économie mondiale plus résiliente et plus inclusive ». Les économistes de l'OMC constatent que la complexité des chaînes d'approvisionnement, qui traversent de multiples pays et passent par de nombreux fournisseurs au nom de la spécialisation et de l'optimisation des coûts, a atteint ses limites. L'OMC mesure ce degré de difficultés en prenant en compte la part des biens intermédiaires dans le commerce mondial, or celle-ci est passée au-dessous du seuil de 50 % depuis le dernier trimestre de 2022, alors qu'elle était en moyenne de 51 % au cours des trois années précédentes. Dans un monde vulnérable aux crises géopolitiques, climatiques ou sanitaires, les entreprises privilégient sans doute la sûreté de leurs approvisionnements en réduisant le nombre de pays fournisseurs. Ces chaînes d'approvisionnement sont en pleine recomposition géographique. En analysant l'évolution du commerce des pièces détachées entre le premier semestre de 2019 et celui de 2023, l'OMC constate que les parts de la Chine, et globalement de l'Asie, dans les échanges avec les États-Unis ont diminué. Un découplage qui coïncide avec la guerre commerciale entamée en 2018 entre Pékin et Washington, qui multiplie taxes douanières et restrictions aux exportations.

In Le Monde

HONG KONG

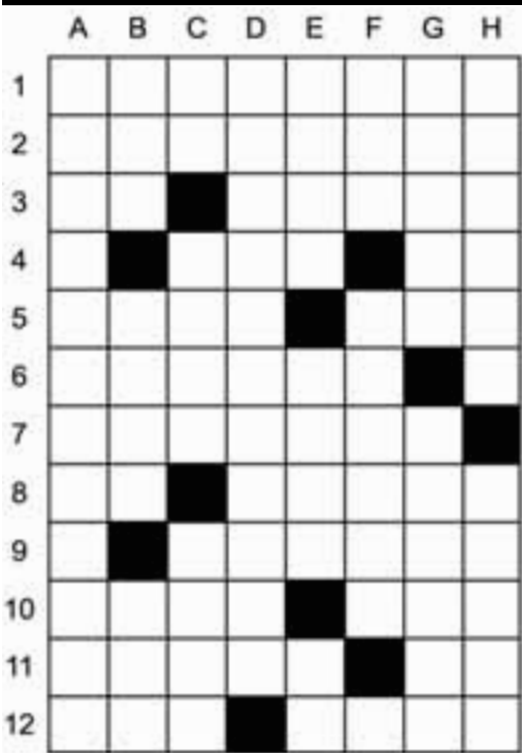
L'alerte du typhon Koinu relevée au troisième niveau, le plus élevé

Les autorités de Hong Kong ont relevé dimanche l'alerte du typhon Koinu au troisième niveau le plus élevé, un mois après le passage du super typhon Saola, qui avait été suivi par les pires précipitations jamais enregistrées depuis le début des relevés en 1884. Dimanche, l'observatoire météorologique de Hong Kong a mis en garde contre des vents violents et de fortes pluies au moment où Koinu se situait à moins de 100 km au sud de la ville. L'alerte « T8 », la troisième plus élevée du système d'alerte de Hong Kong, est émise lorsque la vitesse des vents soutenus atteint 117 km/h. Or des vents d'environ 145 km/h ont déjà été enregistrés. Le typhon « Koinu » sera au plus près de Hong Kong ce soir et passera à environ 70 kilomètres au sud de la ville, a déclaré l'observatoire de Hong Kong, qui

a conseillé à la population d'éviter les zones de faible altitude en cas de tempête. L'observatoire a ajouté qu'il évaluerait la nécessité de relever encore l'alerte en fonction de la vitesse des vents. Des écoles, des crèches, des terminaux de marchandise, des ferries et des bus ont annoncé la suspension de leurs activités pour la journée ou l'après-midi. Et une trentaine de vols avaient été annulés vers 11h00 locales (03h00 GMT), selon l'aéroport international de Hong Kong. Avant de se diriger vers Hong Kong, Koinu a touché l'île voisine de Taïwan, provoquant des pluies torrentielles et des vents records. Il a fait au moins un mort et privé des centaines de milliers de foyers d'électricité.

In L'Orient Le Jour

Mots Croisés



- HORIZONTALEMENT**
- A. Peintre qui consomme beaucoup d'eau.
 - B. Présentée sans habits. Elle nous veut du bien. Fera l'affaire.
 - C. Gallium au labo. Ils sont fauchés en été. Matière à la noix.
 - D. Spécialiste des bons branchements.
 - E. Revêtement imperméable. Préfixe qui donne des ailes. Chlore du chimiste.
 - F. La voix qui commente. Privé de ventre.
 - G. Fraction. Prénom qui rime avec jolie.
 - H. Faucilles de druides. Dont le talon est usé.

- VERTICALEMENT**
- 1. Chérubins.
 - 2. Bon pour le job.
 - 3. Sigle de l'Europe. Séjour diabolique.
 - 4. Linguiste et romancier italien. Un père.
 - 5. Prise d'otage. Cap à tenir.
 - 6. Dignité musulmane.
 - 7. Le bord du bois.
 - 8. Pan de jupe. Il ne paie pas, dit-on.
 - 9. Film qui retrace une vie.
 - 10. Titre bien en cour. Il est prédestiné par dieu au salut.
 - 11. Se débite en rondins. Pour un homme.
 - 12. Elle prend goût avec le sirop. Bel et bien ficelée.

LES MOTS FLÉCHÉS

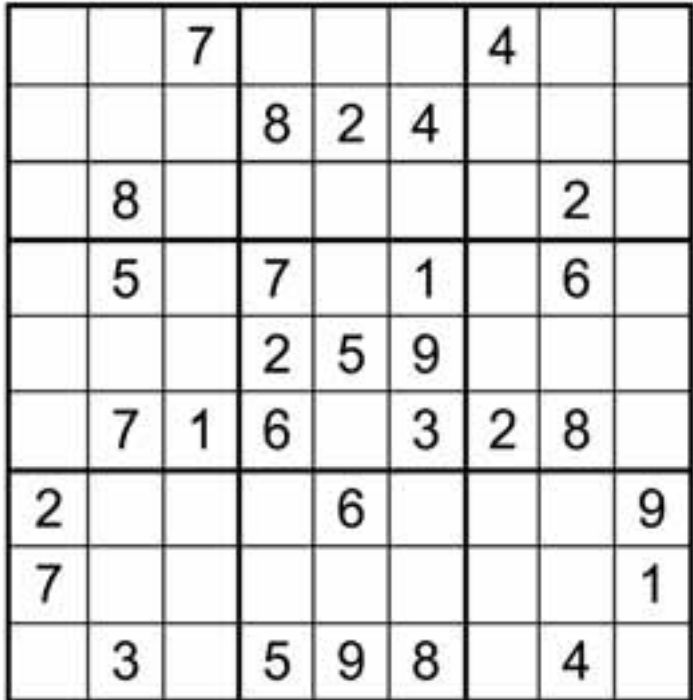
Word search grid with clues and a central image of a modern building.

Clues:

- PRIÈRE À LA VIERGE
- BACS À PLONGE
- ENVELOPPER BÉBÉ
- ENTASSE
- CHAÎNE DE TÉLÉ
- CE N'EST PAS UN AMATEUR
- QUATRE À ROME
- DÉTESTÉ
- LEVA L'ARRIÈRE-TRAIN
- DOMMAGES DU TEMPS
- ANGOIS-SANTES
- LEQUEL ?
- AUBURN
- CAISSE À ORDURES
- DEVANT L'HOMME DU VATICAN
- EXPRIME SA PEINE
- JEUX SANS PRÉPARATIONS
- CONTINENT DE LA CHINE
- CRÏ D'AGONIE
- RELIGION FONDÉE SUR LE CORAN
- ELLE A COURUS DANS LA CAPITALE
- CRÉATURE DE L'ESPACE
- CONS-CIENCES
- METTRE UN TERME À UNE ACTION
- EN PARLANT DU RAPE (SA)
- CHIFFRE
- CAPABLE DE TOUS LES TOURS
- RAMEAUX DE SAULE
- BASSIN D'UNE ECLUSE
- BUTÉ COMME UNE MULE
- DURÉE
- DIEU ÉGYPTIEN
- PRONOM PERSONNEL
- POINTS OPPOSÉS SUR UNE CARTE
- IL EST ATTENDU APRÈS LA TÊTÉE
- GAMINS DE PARIS
- DIEU DES VENTS
- ENCER-CLAIS
- ARRIVÉE EN CE MONDE
- ON Y ADMIRE DES DAN-SEUSES
- C'EST PAS ÇA !
- À UN NIVEAU INFÉRIEUR
- LIEU D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
- CARRÉ D'UNE GRILLE DE JEU



SIDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

Word search grid with words: ANTI-G, BORNE, COAXIAL, CRINOLINE, DETROIT, ENONCER, FINI, MALABAR, MANES, METAPHORE, MONOI, NATIONALE, NOIX, NUANCIER, ORIGINEL, PAROLE, SCALP, SEIN, SESAME, SIBYLLIN, SOIXANTE, THONIER, TRIERE, TRONCON, VITRIOL.

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE TRAFIC DE PSYCHOTROPES À ALGER

Dans un communiqué publié hier, les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont annoncé le démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de substances psychotropes dans le cadre d'une bande criminelle organisée. « La Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la Sûreté de la Circonscription administrative de Dar El Beida (Alger) a arrêté cinq (5) individus originaires de la wilaya d'Alger, dont

deux (2) repris de justice impliqués dans une affaire de trafic de substances psychotropes, dans le cadre d'une bande criminelle organisée », explique le communiqué. « L'opération s'est soldée par la saisie de 1 314 comprimés psychotropes, 97 flacons de solutions psychotropes, outre un montant de 250.000 DA », indique le communiqué. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République.





Alger

● 24°

● 37°

Ouargla

● 23°

Oran

● 24°

Constantine

16

FADJR

DOHR

ASR

MAGHREB

ISHA

05:17

12:35

15:50

18:19

19:42

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MARDI 10 OCTOBRE 2023 // N°658 //PRIX 20 DA

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

L'Algérie accueillera le 7^e Sommet des chefs d'Etat des pays exportateurs de gaz

Les ministres participant au Forum vont examiner l'évolution du marché international du gaz et les perspectives à court, moyen et long terme, dans un souci de stabilité et de sécurité de l'offre et de la demande...

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, participera aujourd'hui, dans la capitale de la Guinée équatoriale, Malabo, à la 25^e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), avec la participation du président et du directeur général de Sonatrach, Hachichi Rachid, et des cadres du ministère de l'Energie et de Sonatrach. Cette réunion se tiendra sous la présidence du ministre des Mines et des Hydrocarbures de la République de Guinée



équatoriale, António Oboro Ondo, en sa qualité de président de la réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz pour l'année 2023. Selon un communiqué du Ministère de l'Energie et des Mines, au cours de cette réunion, les ministres membres du Forum étudieront les conditions du marché international du gaz et

ses perspectives à court, moyen et long terme, dans un souci de stabilité et de sécurité de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux du gaz naturel. La réunion abordera également les préparatifs en cours en vue du septième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation, qui se déroulera en Algérie en 2024.

La 25^e réunion ministérielle du Forum est l'occasion d'échanger des points de vue et d'explorer les voies et moyens de renforcer le Forum, mais aussi de réaffirmer le rôle crucial du gaz naturel comme catalyseur de la transition énergétique et du développement durable. Il convient de noter que ce forum a été créé en 2001 et qu'en décembre 2008, lors de sa huitième session informelle, il s'est transformé en une organisation intergouvernementale dont le siège est à Doha, au Qatar. Il comprend actuellement 19 États membres, à savoir l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, ainsi que l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège et les États-Unis, les Émirats arabes unis et le Pérou, en tant qu'observateur.

I.M.Amine

AYMÈNE BENABDERRAHMANE PRÉSENTE AUJOURD'HUI LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE À L'APN

LE GOUVERNEMENT PASSE L'ORAL

L'Assemblée populaire nationale reprendra ses travaux aujourd'hui, avec une séance plénière consacrée à la présentation et à la discussion de la déclaration de politique générale du gouvernement du Premier ministre Ayman Benabderrahmane. Un communiqué de l'Assemblée populaire nationale rapporte que la discussion de la déclaration de politique générale se poursuivrait mercredi, jeudi, samedi et dimanche, et que le Premier ministre se pliera aux traditionnelles questions-réponses et devra répondre aux préoccupations des députés le lundi 16 octobre 2023, en séance plénière. A cette occasion, le Premier ministre va tenter de



défendre la stratégie de l'Exécutif en matière politique, économique et sociale. De même, il va fournir une série de chiffres pour donner du poids à ses arguments. Le gouvernement est très attendu sur la politique énergétique, sur la politique de l'emploi, sur la relance de l'économie et de l'investissement....

I.M.Amine

CERTAINES ONG S'IMMISCENT DANS LES AFFAIRES INTERNES DES AUTRES PAYS

Certaines organisations non gouvernementales (ONG), financées par les puissances occidentales, sous prétexte de défendre les principes des droits de l'homme, s'immiscent dans les affaires internes des autres pays, a indiqué, hier, le professeur Ahmed Bensaada, auteur et analyste, citant "Trial International", qui s'est attaquée directement à l'ancien ministre de la Défense, le général-major à la retraite Khaled Nezzar mais qui visait en réalité l'institution militaire. Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, Bensaada a relevé que le but de l'attaque de l'Organisation non gouvernementale (ONG) "Trial International" contre Khaled Nezzar est de viser l'institution militaire, colonne vertébrale du pays. M. Bensaada a relevé l'existence d'ONG financées par des pays occidentaux, sous pré-

texte, a-t-il dit, de "défendre les principes des droits de l'homme, et qui s'immiscent dans les affaires internes des autres pays". Et c'est le cas, a-t-il expliqué, de "Trial International" qui s'est attaquée à M. Nezzar. "Dans cette situation, ce n'est pas l'ancien ministre lui-même qui est visé, c'est notre institution militaire. Nous savons tous que toucher à l'institution militaire, c'est toucher à la colonne vertébrale de notre pays", a déclaré l'auteur de l'enquête "Qui est derrière Trial International, l'ONG suisse qui menace l'armée algérienne ?". "Sans l'Armée, le pays aurait coulé sous la violence. Il n'est pas question que Trial International touche à l'institution militaire alors qu'elle a des reproches à se faire de par son financement et ses positions politiques", a-t-il averti. Pour lui, beaucoup d'ONG dont "Trial International" constituent "des armes de 4^e génération pour des puissances occidentales", faisant remarquer, par la même occasion, qu'"une ONG crédible doit être totalement indépendante financièrement et politiquement".

R.N.

LE PROJET DE LOI SUR L'AUDIOVISUEL PRÉSENTÉ DEVANT LA COMMISSION SPÉCIALISÉE

Objectif : réorganisation des médias et promotion des contenus informationnels

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a exposé, hier, devant la Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle. Lors d'une séance d'audition par les membres de la Commission, Laagab a rappelé les modifications introduites dans les articles 30 et 19 de ce projet de loi, appelant les députés à amender certains articles dans ce même projet de loi, ainsi que dans le projet de loi relatif à la presse écrite et électronique. Le maintien de l'article 30 qui stipule que l'actionnaire ne peut bénéficier de plus de 40% du capital social "mènera inélucta-

blement à la fermeture de toutes les chaînes télévisées privées car appartenant à des personnes ou à des familles détenant un capital unique", a-t-il précisé. Pour le ministre de la Communication, l'article 19 de la même loi avait abrogé "certaines prérogatives de l'Etat". Dans ce contexte, Laagab a insisté sur l'impératif d'examiner, dans les plus brefs délais, les deux projets de loi relatifs à l'activité audiovisuelle et à la presse écrite et électronique, en séances plénières de l'APN, soulignant que la loi organique sur l'information "demeure gelée et inapplicable sans la publication de ces deux lois". La publication de ces deux lois "permettra la promulgation de

textes d'application et réglementaires, l'installation d'instances chargées de l'organisation du secteur de l'information et la promotion du contenu et de la matière médiatiques". A cet effet, Laagab a évoqué d'autres articles qui doivent être amendés, notamment ceux relatifs à la gestion et à l'organisation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel" (ARAV), appelant les membres de la commission à soumettre des propositions à cet effet. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance d'améliorer les lois relatives à l'information qui sont, a-t-il dit, "l'avenir du secteur".

I.M.Amine